



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 décembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-treizième session**  
Point 150 de l'ordre du jour  
**Aspects administratifs et budgétaires**  
**du financement des opérations**  
**de maintien de la paix des Nations Unies**

## **Exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### **Additif**

Le présent additif, qui complète la section II du document [A/73/661](#), porte sur les produits prévus et exécutés.



## Table des matières

	<i>Page</i>
II. Cadre de budgétisation axée sur les résultats . . . . .	4
A. Département des opérations de maintien de la paix . . . . .	4
B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine . . . . .	22
C. Département de l'appui aux missions . . . . .	25
D. Département de la gestion . . . . .	43
E. Bureau des services de contrôle interne . . . . .	66
F. Cabinet du Secrétaire général. . . . .	68
G. Administration de la justice . . . . .	69
H. Bureau de la déontologie . . . . .	71
I. Bureau des affaires juridiques . . . . .	72
J. Département de l'information . . . . .	75
K. Département de la sûreté et de la sécurité. . . . .	77
L. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires . . . . .	81
M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme . . . . .	82

## Abréviations

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
DSS	Département de la sûreté et de la sécurité
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
ITECNET	Réseau Technologies de l'information et télécommunications
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MISNUS	Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

## II. Cadre de budgétisation axée sur les résultats\*

### A. Département des opérations de maintien de la paix

#### a) Bureau du Secrétaire général adjoint

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
90 activités de communication sur l'activité de maintien de la paix de l'Organisation : conférences, expositions, séances d'information publiques, produits informatifs (brochures, fiches documentaires, vidéos)	125	Activités de communication L'augmentation de la demande de campagnes ciblées explique ce produit supérieur aux prévisions.
1 000 messages sur le thème du maintien de la paix publiés sur les plateformes de médias sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, Flickr) et sur iSeek	3 742	Messages sur le thème du maintien de la paix ont été publiés. L'utilisation d'Instagram et de Tumblr et le lancement de campagnes d'information telles que la campagne Service et sacrifice, la Journée internationale des femmes et le soixante-dixième anniversaire des opérations de maintien de la paix expliquent ce produit supérieur aux prévisions.
290 réunions et séances d'information sur tous les aspects du maintien de la paix à l'intention des États Membres, des organisations régionales, des groupes d'amis et des groupes de contact	386	Réunions et séances d'information ont été organisées par le Secrétaire général adjoint. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de la reconfiguration et de la réduction des effectifs de la MINUL, de la MINUJUSTH et de la MINUAD, ainsi que de plusieurs mesures prises pour réformer les opérations de maintien de la paix, qui ont nécessité des consultations régulières avec les États Membres, notamment celles visant à améliorer la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix et l'initiative Action pour le maintien de la paix.
35 séances d'information à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants sur les faits nouveaux survenant dans les opérations de maintien de la paix et sur les questions stratégiques et relatives aux politiques concernant tous les aspects du maintien de la paix	49	Séances d'information ont été organisées. L'évolution de la situation, la reconfiguration des missions dans de nombreuses zones d'opérations et certaines demandes formulées par le Conseil de sécurité expliquent ce produit supérieur aux prévisions.

\* Pour les indicateurs de succès prévus et effectifs, voir [A/73/661](#).

4 réunions d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les politiques et procédures récemment adoptées ou en cours d'élaboration	3 Réunions d'information ont été organisées par le Secrétaire général adjoint.
10 réunions d'information et consultations avec les États Membres et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur les questions et les lacunes systémiques qui ont une incidence sur l'exécution des mandats par le personnel en uniforme pour appuyer la conduite des examens de mission (5 réunions organisées pour préparer les examens et 5 réunions pour assurer le suivi). En outre, 1 réunion avec la communauté des conseillers militaires et des conseillers pour les questions de police à la mission	14 Réunions d'information et consultations ont été organisées. Les États Membres ont demandé davantage de réunions, ce qui explique ce produit supérieur aux prévisions.
35 réunions d'information à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur l'évolution de la situation opérationnelle dans les opérations de maintien de la paix et sur le BANUS	42 Réunions d'information ont été organisées. Le nombre de questions nécessitant des réunions d'information a été plus important que prévu, ce qui explique ce produit supérieur aux prévisions.
200 manifestations médiatiques (entretiens, points de presse thématiques) consacrées à des questions propres à telle ou telle mission, à la déontologie et à la discipline, et des questions militaires, de police et de sécurité	310 Manifestations médiatiques ont eu lieu. Le produit supérieur aux prévisions s'explique par l'intérêt persistant des médias pour les questions de déontologie et de discipline, l'attention qu'ils portent au budget du maintien de la paix et à la réforme de l'Architecture de paix et de sécurité engagée par le Secrétaire général et par la mise en place de campagnes ciblées.
Notification rapide aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police de toutes les pertes de personnel en tenue participant aux opérations de maintien de la paix	Oui Des avis de perte ont été adressés aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police dès la réception de leur signalement par les missions de maintien de la paix.

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix décidées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
1 atelier sur l'utilisation des données visant à améliorer la planification et l'analyse fondées sur les faits pendant la planification et le démarrage des nouvelles missions	3	Ateliers ont été organisés

**Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 visites dans les opérations de maintien de la paix pour examiner les progrès accomplis et fournir des orientations aux responsables des missions sur les questions relatives à l'exécution des activités prescrites	12	Visites ont été effectuées par le Secrétaire général adjoint dans les opérations de maintien de la paix.  L'évolution de la situation et la reconfiguration des missions dans de nombreuses zones d'opérations expliquent ce produit supérieur aux prévisions.
Diffusion de 1 cadre de gestion électronique des documents en français dans toutes les missions de maintien de la paix	3	Documents d'orientation sur la gestion de l'information ont été traduits en français et publiés dans la Base de données sur les pratiques et politiques des opérations de paix.
15 évaluations de l'application des consignes de sécurité dans les missions de maintien de la paix	15	Évaluations de l'application des consignes de sécurité ont été réalisées avec le concours du Département de la sûreté et de la sécurité.
Évaluations de la gestion des risques concernant la sécurité du personnel des missions et de la mise en œuvre de la gestion de la résilience organisationnelle dans toutes les opérations de maintien de la paix	Oui	Des évaluations ont été entreprises grâce à une communication continue avec les responsables de la coordination pour la résilience organisationnelle et la sécurité du travail sur le terrain.
1 stage de formation à la sécurité sur le terrain et 1 stage de formation à la résilience organisationnelle organisés à l'intention du personnel du maintien de la paix	1  1	Stage de formation à la sécurité sur le terrain a été organisé  Stage de formation consacré au système de gestion de la résilience de l'Organisation des Nations Unies a été organisé
5 rapports établis à l'issue d'examens et de bilans effectués dans 5 opérations de maintien de la paix en vue d'accroître l'efficacité et l'efficience du personnel en tenue des missions dans l'exécution des tâches prescrites et le respect des règles, politiques, pratiques et normes applicables de l'ONU, ainsi que les résultats opérationnels, et mesures de suivi s'il y a lieu	5	Rapports ont été établis. Un rapport intitulé « Renforcer la sécurité du personnel de maintien de la paix des Nations Unies » (Improving security of United Nations peacekeepers) a été publié au Siège et un appui a été fourni aux opérations de maintien de la paix afin d'élaborer des plans d'action pour leurs missions respectives.
8 contributions concernant le volet maintien de la paix de toutes les politiques et procédures mises au point par le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité	9	Contributions ont été apportées, notamment pour l'élaboration de la stratégie en matière de sécurité routière, la politique relative aux voyages aériens, de la politique relative aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, la politique et des directives concernant la planification des mesures de sécurité, la politique relative à la sécurité du personnel recruté sur le plan local, la politique relative au respect des dispositions, l'évaluation et les pratiques optimales, le manuel sur la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans la

490 rapports, y compris des rapports quotidiens du Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises et des notes d'information sur les opérations de maintien de la paix, ainsi que des alertes spéciales et des comptes rendus d'incident grave, s'il y a lieu, pour rester au fait de l'évolution de la situation dans toutes les opérations de maintien de la paix et au BANUS et pour fournir un appui dans les domaines d'intérêt connexes

1 atelier organisé à l'intention des chefs des cellules d'analyse conjointe afin que, pour chaque mission, la gestion de ces cellules soit conforme aux objectifs stratégiques de maintien de la paix, et pour renforcer la coopération entre les missions en matière d'analyse ; 2 sessions de formation à la présentation de rapport et à l'analyse des opérations et des données d'information organisées à l'intention du personnel des centres d'opérations conjoints et des cellules d'analyse conjointe ; 1 cours de formation sur les dispositifs de gestion des crises sur le terrain, à l'intention du personnel des missions concerné

1 conférence annuelle rassemblant les représentants spéciaux du Secrétaire général et les chefs de mission des opérations relevant du Département des opérations de maintien de la paix

5 visites dans les opérations de maintien de la paix pour apporter un soutien opérationnel et technique aux centres d'opérations conjoints et aux cellules d'analyse conjointe et, si nécessaire, à d'autres effectifs menant des travaux similaires sur le terrain, tels que les secrétariats des chefs de mission et les sections des affaires politiques et de la planification intégrée

gestion de la sécurité, l'examen de l'importance des programmes et le groupe de travail de formation en matière de sécurité.

Le produit a été supérieur aux prévisions en raison d'une montée en cadence de l'élaboration de nouveaux programmes de sûreté et de sécurité et de la révision de programmes existants relatifs au personnel des missions de maintien de la paix qui ont nécessité une supervision directe et la participation du responsable de la sécurité du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions.

504 Rapports ont été établis et des alertes spéciales et comptes rendus d'incident grave ont été transmis, selon que de besoin.

Le nombre de problèmes nécessitant d'établir des comptes rendus ou des notes d'information explique ce produit supérieur aux prévisions.

1 Atelier a été organisé à l'intention des chefs des cellules d'analyse conjointe.

2 Sessions de formation ont été organisées à l'intention du personnel des centres d'opérations conjoints et des cellules d'analyse conjointe.

1 Cours de formation sur les dispositifs de gestion des crises sur le terrain a été organisé à l'intention du personnel des missions concerné, en partenariat avec le Norwegian Defense International Centre.

1 Conférence annuelle a été organisée.

5 Visites ont été effectuées dans 4 opérations de maintien de la paix, à savoir la FISNUA, la MINUAD, la MINUSCA et la MINUSMA, ainsi qu'une visite supplémentaire au Centre d'opérations du Programme alimentaire mondial pour échanger les meilleures pratiques en matière d'appréciation de la situation, en vue de la visite ultérieure à la MINUSCA ainsi que des travaux en cours dans le cadre du programme d'appréciation de la situation.

24 analyses de la situation mettant l'accent sur les crises potentielles, naissantes ou présentes, en vue de renforcer encore la capacité d'appréciation des situations

Déploiement du système de gestion de l'information et de suivi des faits et incidents « Sage » dans 3 missions de maintien de la paix, en coordination avec la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions, en vue d'améliorer les compétences des missions en matière d'établissement de rapports et de visualisation et ainsi de renforcer leur capacité d'appréciation des situations

Élaboration et diffusion de 3 documents d'orientation sur : a) le traitement des informations lors d'une évacuation d'urgence ; b) les normes en matière de collecte de données ; c) l'accès aux informations

Mise en place d'un système d'archivage numérique des télégrammes chiffrés propres à 12 missions de maintien de la paix et formation à son utilisation

Évaluation technique de l'application du système de gestion électronique des documents dans 6 missions, y compris en ce qui concerne la protection et le mode de gestion des informations confidentielles

4 évaluations techniques des besoins en matière d'information des opérations de maintien de la paix qui connaissent d'importants réaménagements ou des problèmes particuliers liés à l'information

Conseils sur les communications numériques diffusés par l'intranet des opérations de paix à l'intention de toutes les missions

32 Travaux de recherche ont été effectués. En outre, 54 résumés graphiques montrant l'évolution de la situation dans les missions de maintien de la paix ont été préparés.

Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation de la demande interne pour des analyses de la situation.

2 Missions de maintien de la paix (MINUAD et FISNUA) ont bénéficié du déploiement de « Sage ».

Le déploiement de « Sage » à la MINURSO, qui a commencé au cours de la période considérée, était toujours en cours, ce qui explique ce produit inférieur aux prévisions.

3 Documents d'orientation ont été publiés.

10 Missions de maintien de la paix (FINUL, FISNUA, FNUOD, MINUAD, MINUK, MINURSO, MINUSCA, MINUSMA et MINUSTAH/MINUJUSTH) ont mis en place le système.

Le produit a été inférieur aux prévisions en raison de la fermeture de l'ONUCI et de la MINUL.

10 Missions de maintien de la paix (FINUL, FISNUA, FNUOD, MINUAD, MINUJUSTH, MINUK, MINUSCA, MINUSMA, MINUSS et UNFICYP) ont fait l'objet d'une évaluation technique.

L'évaluation à distance de la mise en œuvre technique du cadre de gestion électronique des documents dans certaines missions explique ce produit supérieur aux prévisions.

2 Évaluations techniques ont été menées, à la MINUJUSTH et à la MINUSMA.

Le produit a été inférieur aux prévisions car les ressources allouées aux voyages étaient limitées.

Oui Des conseils sur les communications numériques ont été diffusés sur l'intranet des opérations de paix.

1 atelier organisé en collaboration avec le Département de l'information et le Département de l'appui aux missions à l'intention des chefs de l'information et des spécialistes de l'information hors classe de toutes les opérations de maintien de la paix afin d'examiner les stratégies de communication et leur mise en œuvre

1 Atelier de formation a été organisé à Brindisi (Italie)

## b) Bureau des opérations

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
39 rapports de fond du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur des questions multidimensionnelles	49	Rapports ont été établis. Les nouvelles exigences en matière d'établissement de rapports au Conseil de sécurité expliquent ce produit supérieur aux prévisions.
38 lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général	26	Lettres ont été envoyées. Les nominations moins nombreuses de hauts responsables des missions expliquent ce produit inférieur aux prévisions.
200 notes consultatives de fond destinées à être utilisées lors des réunions d'information et échanges avec les États Membres et les partenaires du maintien de la paix	172	132 notes consultatives de fond et 40 notes blanches à l'intention du Conseil de sécurité ont été élaborées. Le recours accru aux courriels explique ce produit inférieur aux prévisions.
40 consultations avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police pour les informer de l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix	19	12 consultations formelles et 7 consultations informelles sur le renouvellement des mandats ont eu lieu. Le produit a été inférieur aux prévisions car le Conseil de sécurité renouvelle les mandats des opérations de maintien de la paix en grande partie de manière annuelle plutôt que semestrielle. Les consultations avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont coïncidé avec ces renouvellements.
55 exposés oraux et 51 notes d'information hebdomadaires à l'intention du Conseil de sécurité portant sur des questions de maintien de la paix, y compris des points sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix, sur le soutien à l'AMISOM et sur le partenariat stratégique avec l'Union	56 51	Exposés oraux ont été présentés. Notes d'information hebdomadaires ont été préparées à l'intention du Conseil de sécurité.

africaine et la planification des interventions d'urgence liées au Burundi

Exposés et consultations destinés à répondre à toutes les demandes de l'Assemblée générale, des missions permanentes, des organismes, des institutions de Bretton Woods, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales internationales et régionales s'occupant de sécurité et de gouvernance sur les problèmes de maintien de la paix, y compris des points sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix, sur le soutien à l'AMISOM et sur la planification des interventions d'urgence liées au Burundi

Oui Il a été donné suite à toutes les demandes d'exposés ou de consultations, notamment celles concernant l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix.

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix décidées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
4 documents sur les concepts d'opérations ou concepts de mission intégrés, mis au point conformément aux mandats du Conseil de sécurité, pour les nouvelles opérations de maintien de la paix ou les opérations en cours exigeant d'importants remaniements	3	Les concepts de mission de 3 opérations de maintien de la paix (MINUJUSTH, MINUSCA et MINUAD) ont été revus.

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Directives intégrées à l'intention de toutes les opérations de maintien de la paix sur les questions opérationnelles stratégiques, tactiques et politiques	Oui	Des directives ont été communiquées à toutes les missions, par l'envoi de 423 télégrammes chiffrés donnant des conseils pratiques, politiques, opérationnels et relatifs à la gestion des crises, ainsi que des orientations sur les opérations à mener et les procédures à suivre pour la conduite des fonctions officielles et des opérations des missions.
4 études des progrès accomplis au regard des priorités définies dans les cadres stratégiques intégrés (exposé des problèmes et recommandations y compris), menées à bien pour toutes les missions intégrées ou missions opérant dans un cadre intégré, en collaboration avec les entités présentes sur le terrain	4	Études des progrès accomplis au regard des priorités définies ont été effectuées (MINUAD, MINUJUSTH, MINUK et MINUSS).
4 évaluations stratégiques intégrées d'opérations de maintien de la paix visant à faire le point sur les stratégies appliquées, les difficultés rencontrées et les possibilités à saisir en ce qui concerne	8	Activités de conseils et d'appui à 7 missions pour la planification et la réalisation d'évaluations et d'examen stratégiques intégrés (MINUSS, FISNUA, MINUAD (2), MONUSCO, MINUSCA, MINUSMA et

l'exécution des mandats, et à formuler des recommandations	UNFICYP). L'initiative prise par le Secrétaire général d'examiner les opérations de maintien de la paix (examens stratégiques externes de l'UNFICYP, de la MINUSS, de la FISNUA et de la MINUSMA compris) expliquent ce produit supérieur aux prévisions.
25 visites d'évaluation technique intégrée ou ciblée qui contribuent ou aboutissent à l'établissement de rapports visant à offrir aux opérations de maintien de la paix et à l'équipe d'appui à l'AMISOM des directives générales et une assistance sur les questions de planification et d'exécution des mandats	25 Évaluations ont été effectuées pour 10 missions ainsi que pour l'appui à l'AMISOM.
Conseils et appui pour l'application de la politique d'évaluation et de planification intégrées dans le cadre de 4 processus de planification des missions	4 Opérations de maintien de la paix (MINUJUSTH, MONUSCO, MINUSS et MINUAD) ont bénéficié de conseils et d'un appui à la planification.
4 ateliers ou stages de formation sur l'évaluation et la planification organisés à l'intention du personnel du Siège et des missions	4 Ateliers et stages de formation ont été organisés, sur la programmation et le financement conjoints, la politique de planification et d'examen des opérations de maintien de la paix, l'analyse des conflits et l'évaluation stratégique et le Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources.
5 notes consultatives sur la coopération stratégique ONU/Union africaine pour le maintien de la paix, y compris la mise en place de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, et la coopération triangulaire ONU/Union africaine/Union européenne	5 Notes consultatives ont été publiées.
Contribution à 1 rapport d'étape sur le partenariat ONU/Union africaine, en coordination avec le BNUUA, le Département des affaires politiques et autres parties prenantes	1 Rapport d'activité a été publié.

### c) Bureau des affaires militaires

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation de 10 exposés, à l'intention d'États Membres, d'organisations régionales et d'instituts de maintien de la paix, concernant les activités	13	Exposés ont été présentés, dont 12 à l'intention d'États Membres et 1 à l'intention d'une organisation régionale.

contribuant au maintien de la paix, le renforcement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix, la protection des civils et l'évolution des besoins opérationnels, en vue de susciter un appui aux démarches stratégiques et opérationnelles des opérations de maintien de la paix

Tenue de 33 séances d'information, à la demande du Conseil de sécurité, en vue d'examiner des éléments nouveaux, des évolutions prévues, des situations de crise ou des modifications à apporter aux mandats de missions de maintien de la paix

Élaboration de 30 rapports d'analyse stratégique au niveau régional sur les aspects militaires des grands changements opérationnels survenant dans les missions de maintien de la paix et sur l'évolution de la situation dans les zones de conflit

Organisation de 26 séances d'information, à l'intention des pays qui fournissent des contingents, portant sur tous les aspects militaires des opérations de maintien de la paix, sur l'effet des mesures de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur le Système de préparation des moyens de maintien de la paix

Les demandes supplémentaires formulées par les États Membres expliquent ce résultat supérieur aux prévisions.

33 Séances d'information et conférences ont été organisées, dont 14 réunions avec le Comité d'état-major, 17 réunions d'information formelles avec les pays fournisseurs de contingents et 2 conférences sur la constitution des forces.

67 Rapports d'analyse stratégique ont été établis.

Les conditions de sécurité au Moyen-Orient et au Sahel expliquent ce produit supérieur aux prévisions.

26 Séances d'information ont été organisées à l'intention des pays fournisseurs de contingents.

### Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix décidées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration de 4 plans militaires stratégiques pour les nouvelles opérations de maintien de la paix et celles auxquelles d'importants changements ont été apportés	3	Plans militaires, notamment les concepts d'opérations de la MINUAD et de la FNUOD et le plan de configuration de la MINUAD, ont été élaborés.  L'évolution des besoins relatifs à la MINUSMA explique ce produit inférieur aux prévisions.
Réalisation de 6 évaluations militaires et exposés-conseils à l'intention des pays qui fournissent des contingents, qui s'appêtent à le faire ou qui l'envisagent, concernant les besoins opérationnels particuliers des nouvelles opérations de maintien de la paix et des opérations auxquelles d'importants changements ont été apportés	7	Évaluation et exposés-conseils ont été réalisés.  Les besoins supplémentaires liés à l'accroissement des capacités opérationnelles de la MONUSCO expliquent ce produit supérieur aux prévisions.
Déploiement d'un groupe restreint de militaires ou d'une équipe d'appui militaire dans les nouvelles missions et les missions en cours pour une période pouvant aller jusqu'à 90 jours	Non	Aucune demande n'a été reçue pour ce type de déploiement dans les missions de maintien de la paix.

**Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réalisation de 14 analyses stratégiques ou rapports de suivi concernant les composantes militaires d'opérations de maintien de la paix	16	Analyses stratégiques ou rapports de suivi ont été réalisés.  Les besoins supplémentaires de la brigade d'intervention de la MONUSCO expliquent ce produit supérieur aux prévisions.
Réalisation de 8 évaluations des capacités de pays fournissant des contingents, y compris avant le déploiement	14	Évaluations ont été réalisées, y compris avant le déploiement.  Le produit supérieur aux prévisions s'explique par les conclusions du rapport sur l'amélioration de la sécurité du personnel de maintien de la paix des Nations Unies.
Réalisation de 14 évaluations actualisées des menaces pesant sur les opérations militaires des missions de maintien de la paix	18	Évaluations ont été réalisées.  Les conditions de sécurité au Moyen-Orient et au Sahel expliquent ce produit supérieur aux prévisions.
Organisation de 1 conférence rassemblant les chefs des composantes militaires des opérations de maintien de la paix	1	Conférence a été organisée.
Organisation de 1 atelier à l'intention des conseillers militaires pour la problématique femmes-hommes	1	Atelier a été organisé.
Élaboration de 5 documents d'orientation concernant : l'appui militaire à la gestion de l'ordre public ; l'instruction collective des officiers d'état-major des quartiers généraux des forces ; la préparation opérationnelle des unités militaires ; les directives concernant la problématique femmes-hommes à l'intention des composantes militaires ; un manuel de doctrine du renseignement militaire et 2 versions révisées du manuel à l'usage des experts militaires des Nations Unies en mission et du Manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies	2	Documents d'orientation ont été élaborés.  Les menaces croissantes qui pèsent sur la sécurité sur le terrain et la redéfinition des priorités concernant la mise au point des manuels sur l'atténuation de la menace liée aux engins explosifs improvisés et l'élimination des engins explosifs expliquent ce produit inférieur aux prévisions.  2 documents d'orientation sur l'instruction collective des officiers d'état-major du quartier général de la force et un manuel sur le renseignement militaire étaient en cours d'élaboration. Les directives relatives à l'égalité des sexes à l'intention des composantes militaires et les versions révisées du Manuel des experts militaires des Nations Unies en mission et du Manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies devraient être finalisées et révisées d'ici à la fin de 2019.

Organisation de 3 ateliers régionaux sur la mise en œuvre de nouvelles orientations et directives, notamment celles contenues dans les manuels à l'usage des unités militaires des Nations Unies

3 Ateliers régionaux ont été organisés au Bangladesh, au Kenya et au Nigéria.

Organisation de 2 réunions rassemblant des responsables militaires de l'ONU et de l'État-major de l'Union européenne

2 Réunions ont été organisées.

#### d) Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation à des groupements d'États Membres, organes intergouvernementaux, groupes d'amis, groupes régionaux et institutions spécialisées de 35 exposés portant sur les moyens d'améliorer l'exécution par les missions des activités prescrites dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises et sur l'adoption d'une démarche fondée sur les partenariats dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	36	Exposés sur la Cellule mondiale, dont 5 sur la réforme du secteur de la sécurité, 13 sur les activités judiciaires et pénitentiaires, 12 sur les activités policières et 6 sur l'état de droit au lendemain des conflits et d'autres crises.  Le nombre de réunions a été plus élevé que prévu en raison de l'intérêt accru accordé par les États Membres à la Cellule mondiale.
Contribution à 48 rapports du Secrétaire général et à d'autres documents publiés par le Conseil de sécurité et les organes délibérants sur les questions de police, notamment en ce qui concerne le rôle essentiel de la police dans le maintien de la paix et la consolidation de la paix après les conflits, l'appareil judiciaire et pénitentiaire, le désarmement, la démobilisation et la réintégration et la lutte contre la violence au sein de la collectivité, la lutte antimines, la gestion des armes et des munitions, la prise en charge des engins explosifs improvisés et la réforme du secteur de la sécurité	63	Rapports  Le nombre de rapports publiés a été supérieur aux prévisions en raison d'un intérêt accru porté aux activités liées à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité.
Tenue de 83 séances d'information sur les opérations de maintien de la paix à l'intention des organes délibérants, des groupements d'États Membres, des organes intergouvernementaux, des groupes d'amis, des organisations régionales et des pays qui fournissent du personnel de police dans les domaines suivants : police (38) ; appareil judiciaire et pénitentiaire (10) ; lutte antimines, gestion des armes et des munitions et atténuation	85	Séances d'information organisées sur les questions suivantes : police (38), appareil judiciaire et pénitentiaire (10), lutte antimines, gestion des armes et des munitions et atténuation des effets des engins explosifs improvisés (10), désarmement, démobilisation et réintégration, et réduction de la violence au sein de la collectivité (17)

des effets des engins explosifs improvisés (10) ; désarmement, démobilisation et réintégration, et réduction de la violence au sein de la collectivité (15) ; réforme du secteur de la sécurité (10)

et réforme du secteur de la sécurité (10).

Le produit est supérieur aux prévisions car des séances supplémentaires ont dû être organisées en raison d'un fait nouveau lié au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration survenu à la MONUSCO.

Production de 4 documents d'information sur l'évolution de la situation en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et de réduction de la violence au sein de la collectivité dans les opérations sur le terrain

4 Documents d'information

Établissement d'un (1) rapport multidonateurs sur les activités de lutte antimines menées dans 10 opérations de maintien de la paix au maximum

1 Rapport (le rapport annuel de 2017 du Service de la lutte antimines, qui couvre les activités de 10 opérations de maintien de la paix) a été publié et distribué aux donateurs.

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement, mise en place ou modification rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité, en fonction de l'évolution des besoins

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation, à l'intention des États Membres, des institutions, fonds et programmes, des organisations régionales et sous-régionales et des institutions et organismes spécialisés, de 10 séances d'information portant sur la mise en place de capacités permanentes, la mise à disposition de ressources, la répartition des tâches et la création de corps de spécialistes susceptibles d'être rapidement déployés et nécessaires dans les activités liées à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité	10	Séances d'information
Élaboration de 15 rapports de fin d'affectation portant sur les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques, ainsi que sur l'appui permanent requis par des opérations de maintien de la paix nouvellement créées, en cours ou en phase de transition (dont 9 concernant la police, 3 l'appareil judiciaire et 3 l'appareil pénitentiaire)	16	Rapports de fin d'affectation, dont 9 concernant la police, 4 l'appareil judiciaire et 3 l'appareil pénitentiaire  Ce nombre est supérieur aux prévisions compte tenu du nombre de demandes de soutien permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires ayant été soumises.
Lancement d'une (1) campagne d'information visant à faire connaître le fichier d'experts de la réforme du secteur de la sécurité	1	Campagne d'information
Lancement de 3 campagnes d'information visant à constituer des équipes de police spécialisées, à enrichir le fichier des hauts responsables de la police et à augmenter le nombre de femmes dans les unités de police des missions de maintien de la paix	4	Campagnes d'information  Ce nombre est supérieur aux prévisions car les États Membres ont demandé plus de séances d'information bilatérales sur les équipes de police spécialisées que prévu.

Conduite de 4 visites d'évaluation et de consultation dans des pays fournissant des effectifs de police pour évaluer l'état de préparation opérationnelle des unités de police constituées de réserve qui doivent être déployées dans des opérations de maintien de la paix

5 Visites d'évaluation et de consultation (Bangladesh, Bhoutan, Indonésie, Jordanie et Pakistan)

Le nombre de visites a été plus élevé que prévu car une évaluation supplémentaire de l'état de préparation opérationnelle a été demandée par les pays fournissant des effectifs de police.

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Production ou mise à jour de 7 concepts généraux d'opérations relatifs à des plans opérationnels de police, ainsi que d'instructions permanentes pour les composantes police d'opérations de maintien de la paix	7	Concepts généraux d'opération et instructions permanentes, dont 3 concepts généraux d'opération (MINUJUSTH, MINUSCA et MONUSCO), 1 plan d'opérations à l'appui du passage de la MINUSTAH à la MINUJUSTH, 1 plan d'opérations à l'appui du retrait de la MINUL et 2 instructions permanentes sur l'administration de la police
Présentation de 49 exposés ou communications sur place, portant sur des questions relatives à la police dans les opérations de maintien de la paix (y compris le Système de préparation des moyens de maintien de la paix) ainsi que sur les procédures d'agrément aux fins du déploiement ou de la relève à l'issue des opérations de recrutement, de sélection, d'évaluation ou d'inspection du matériel	49	Exposés et communications sur place portant sur des questions relatives à la police
Production de 2 documents d'orientation et supports de formation à l'intention des spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires, et d'un (1) document d'orientation et support de formation sur la réforme du secteur de la sécurité	2	Documents d'orientation, dont 1 étude visant à évaluer l'assistance juridictionnelle apportée à Haïti et à en tirer des enseignements et 1 étude sur les enseignements tirés de l'appui en matière d'état de droit apporté au Libéria
	1	Document d'orientation sur la réforme du secteur de la sécurité
Production d'un (1) support de formation, d'une (1) étude sur les enseignements tirés de l'expérience et d'une (1) note d'orientation sur les principaux aspects opérationnels des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de réduction de la violence au sein de la collectivité	1	Support de formation (manuel sur la gestion efficace des armes et des munitions)
	1	Note d'orientation sur la réduction de la violence au sein de la collectivité (MINUJUSTH)

Coprésidence de 4 visioconférences organisées avec le Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration et ayant pour objet l'élaboration de directives et la mise en commun des pratiques optimales et d'autres informations, et coprésidence de 6 réunions de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité, ayant pour objet l'élaboration de directives ainsi que de programmes communs pour les opérations de maintien de la paix

Organisation de 2 cours de formation : un à l'intention de 25 responsables de la planification (police) dans les opérations de maintien de la paix et l'autre pour 25 membres d'opérations de maintien de la paix, sur le thème de la mise en œuvre des politiques conformément au Cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix

Conduite de 2 missions d'évaluation technique visant à fournir une assistance technique aux opérations de maintien de la paix dans les domaines de la gestion des armes et des munitions et de l'atténuation des effets des engins explosifs improvisés

Tenue de 3 conférences : 1 conférence des chefs des composantes police d'opérations de maintien de la paix ; 1 conférence des chefs de police nationale et des composantes nationales ; 1 conférence des responsables des composantes judiciaires et pénitentiaires pour fournir des orientations, échanger des informations, mettre en commun les meilleures pratiques, examiner les objectifs stratégiques et renforcer la coordination

Établissement de 46 rapports d'appui, d'examen ou d'évaluation technique ou stratégique sur l'exécution des mandats ou activités, dans les opérations de maintien de la paix, concernant : la police (13) ; l'appareil judiciaire (7) ; l'appareil pénitentiaire (7) ; la lutte antimines, la gestion des armes et des munitions et l'atténuation des effets des engins explosifs improvisés (7) ; le désarmement, la démobilisation et la réintégration, et la réduction de la violence au sein de la collectivité (7) ; la réforme du secteur de la sécurité (5)

Élaboration d'un (1) rapport sur la suite donnée aux recommandations issues de l'étude sur la Division de la police

- 5 Visioconférences coprésidées  
Ce nombre est plus élevé que prévu car une visioconférence particulière a dû être organisée en raison de la révision en cours des Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration.
- 6 Réunions de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité coprésidées
- 2 Cours de formation, y compris une assistance et des orientations fournies à distance ou par visioconférence à tous les chefs des composantes police sur l'application du Cadre d'orientation stratégique et un cours à l'intention des responsables de la planification (police)
- 2 Missions d'évaluation technique conduites à la MINUSCA et au BANUS
- 3 Conférences et réunions, dont 1 conférence des chefs des composantes police, 1 sommet des chefs de police et 1 réunion des responsables des composantes judiciaires et pénitentiaires
- 47 Rapports d'appui, d'examen ou d'évaluation technique ou stratégique sur l'exécution des activités, dont 12 concernant la police, 16 concernant les appareils judiciaire et pénitentiaire, 7 sur la lutte antimines, la gestion des armes et des munitions et l'atténuation des effets des engins explosifs improvisés, 7 sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration et 5 concernant la réforme du secteur de la sécurité
- 1 Rapport fondé sur le rapport du Secrétaire général sur les activités de police des Nations Unies (S/2016/952), soumis au Groupe des questions stratégiques de police

Organisation d'un (1) séminaire conjoint ONU-Union africaine en vue d'accroître le nombre d'unités ou de membres de la police ayant suivi une instruction spécialisée et disposant de matériel et/ou de personnel	1 Stage de perfectionnement au commandement organisé pour la première fois à l'intention des officières supérieures de police d'Afrique, à Addis-Abeba
Conduite d'un (1) examen mené conjointement par la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies sur les dépenses publiques dans le contexte du maintien de la paix	1 Examen mené conjointement par la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies sur les dépenses publiques du Libéria

### e) Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 2 séances d'information informelles à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et de 10 séances d'information bilatérales à l'intention des États Membres, sur les thèmes des partenariats en matière de maintien de la paix et des questions connexes	2	Séances d'information informelles sur les partenariats avec les organisations régionales en matière de maintien et de consolidation de la paix
Présentation d'un (1) rapport au Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur la suite donnée à ses recommandations	10	Séances d'information bilatérales
Présentation d'un (1) rapport au Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur la suite donnée à ses recommandations	1	Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/72/573)
Organisation de 7 séances d'information à l'intention des États Membres, de 12 autres à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et de 4 autres à l'intention du Conseil de sécurité ou de son Groupe de travail plénier sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, sur les thèmes des questions thématiques transversales, de l'élaboration des politiques, de l'exécution des activités et des nouvelles questions d'ordre stratégique en rapport avec les opérations de maintien de la paix	9	Séances d'information à l'intention des États Membres Le nombre de séances organisées a été plus élevé que prévu compte tenu des consultations supplémentaires tenues dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix
Présentation de 4 exposés introductifs par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions au cours des débats de la Quatrième Commission et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix	12	Séance d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix
	4	Séances d'information à l'intention du Conseil de sécurité et de son Groupe de travail plénier sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies
	4	Exposés introductifs

Tenue, à l'intention des experts techniques envoyés par les États Membres et les partenaires, de 5 ateliers ou séances d'information portant sur les directives nouvelles ou actualisées, la formation et les orientations concernant les questions thématiques transversales, l'élaboration et l'exécution des activités et les nouvelles questions d'ordre stratégique en rapport avec les opérations de maintien de la paix	5 Séances d'information
Présentation de 4 rapports actualisés sur les moyens nécessaires aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies	4 Rapports trimestriels sur les besoins en personnel en tenue présentés aux États Membres et publiés

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Les moyens d'un (1) mécanisme ou organisme régional sont consignés dans le Système de préparation des moyens de maintien de la paix	1	Mécanisme de roulement des avions C-130 de la MINUSMA

**Réalisation escomptée 3.1** : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation, à l'intention d'organismes nationaux et régionaux de formation au maintien de la paix, de centres de réflexion et d'instituts spécialisés dans les politiques relatives au maintien de la paix, de 10 exposés portant sur des questions thématiques transversales, l'élaboration des politiques et l'exécution des activités, ainsi que sur les nouvelles questions stratégiques en rapport avec le maintien de la paix	10	Exposés
Élaboration de 6 documents d'analyse et discours sur les nouveaux enjeux transversaux de l'action en faveur du maintien de la paix	6	Documents d'analyse et discours
Élaboration de 6 rapports sur les enseignements tirés de l'expérience des diverses missions de maintien de la paix, axés sur les grandes orientations, la réforme et les problèmes opérationnels au regard des priorités du Département	6	Rapports sur les enseignements tirés de l'expérience
Élaboration de 2 rapports d'analyse des tendances en matière d'outils de gestion des connaissances (à savoir le rapport de fin d'affectation et l'analyse du retour d'expérience)	2	Rapports de fin d'affectation

Élaboration de 2 documents d'orientation d'ordre technique sur des questions transversales liées au maintien de la paix, telles que les femmes et la paix et la sécurité, la protection des civils et la protection de l'enfance	2 Documents, dont une directive relative à l'égalité des genres et une directive sur l'exécution des mandats de protection des civils
Élaboration de 12 rapports techniques sur l'application des directives et des enseignements tirés de l'expérience dans les opérations de maintien de la paix, en ce qui concerne notamment les femmes et la paix et la sécurité, les affaires civiles, la protection des civils, la protection de l'enfance, la phase de transition et le VIH/sida	12 Rapports
Élaboration de 6 rapports d'évaluation (4 sur des missions et 2 sur des thèmes donnés)	3 Rapports d'évaluation, notamment sur des visites à la MONUSCO et à la MINUSMA Le nombre de rapports établis a été inférieur aux prévisions en raison de la réaffectation de membres du personnel à l'élaboration du système complet d'évaluation de la performance, comme demandé par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix (voir <a href="#">A/72/19</a> ) et approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 72/304.
Organisation de 3 ateliers à l'intention des conseillers et coordonnateurs spécialisés des missions aux fins du partage des connaissances et de la formation	3 Ateliers, dont une conférence à l'intention des conseillers principaux pour la protection des civils, un atelier semestriel à l'intention des conseillers pour la protection de l'enfance et un atelier à l'intention des conseillers principaux pour les questions de genre
Envoi aux opérations de maintien de la paix de 12 bulletins d'information électroniques portant sur les nouveaux rapports relatifs à la gestion des connaissances	12 Bulletins d'information électroniques
Organisation, à l'intention des institutions financières internationales, des organisations internationales et régionales et des organisations non gouvernementales, de 10 séances d'information portant sur les partenariats en matière de maintien de la paix et des questions connexes	10 Séances d'information
Organisation d'une (1) initiative commune avec la Banque mondiale ou une autre institution financière internationale dans le cadre d'une opération de maintien de la paix	1 Contribution au rapport conjoint de l'ONU et de la Banque mondiale intitulé <i>Pathways for Peace</i> (Chemins pour la paix)
Organisation et tenue de 2 séances de formation sur l'établissement de rapports tenant compte des disparités entre les sexes à l'intention du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions	2 Séances de formation

Établissement de 2 normes relatives à la formation préalable au déploiement dans une mission de maintien de la paix et communication de ces normes à l'ensemble des États Membres	2 Normes relatives à la formation préalable au déploiement dans une mission de maintien de la paix
Élaboration de 2 documents d'orientation ou normes en matière de développement, de conception, d'exécution et d'évaluation de programmes de formation	3 Manuels à l'usage des groupes des transports aériens, du génie et des transports des unités militaires des Nations Unies  Le nombre de documents est supérieur aux prévisions car le cadre juridique sur lequel sont fondés les 3 manuels destinés à la formation est le même.
Réalisation d'une (1) évaluation ciblée des besoins en matière de formation du personnel des missions	1 Évaluation des besoins en matière de formation
Organisation de 2 sessions de formation des formateurs à l'intention de 48 formateurs au maintien de la paix issus des États Membres	3 Sessions de formation menées à l'intention de 68 formateurs au maintien de la paix venant des États Membres  L'écart s'explique par une diminution des frais de voyage, qui a permis d'organiser une session supplémentaire.
Exécution par les équipes mobiles de formation de 6 activités à l'appui de la formation préalable au déploiement assurée par les États Membres à l'intention des militaires et des policiers déployés dans des opérations de maintien de la paix	6 Activités d'appui à la formation et d'élaboration de cours de formation exécutées par les équipes mobiles de formation en Allemagne, au Cambodge, au Ghana, en Ouganda, au Rwanda et en Tunisie
Exécution de 5 activités de formation à l'appui des opérations de maintien de la paix	5 Activités de formation à l'appui des opérations de maintien de la paix (MINUAD, MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO et MINUSS)
Organisation de 23 stages de préparation au déploiement à l'intention de 350 membres du personnel civil des missions	20 Stages de préparation au déploiement à l'intention de 168 membres du personnel civil des missions  L'écart s'explique par la réduction du nombre de membres du personnel civil recrutés découlant de la fermeture et de la réduction des effectifs de certaines missions.
Tenue d'un (1) atelier à l'intention des agents du Centre intégré de formation du personnel des missions déployés dans des opérations de maintien de la paix	1 Atelier
Organisation de stages de formation spécialisée en matière de direction, de gestion et d'administration des opérations de maintien de la paix, à l'intention de 110 membres du personnel chargé du maintien de la paix, dont 1 stage de formation à la direction des missions, 2 stages de formation aux fonctions de direction, 1 stage de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources, 1 programme à l'intention des responsables de l'appui à la mission et 2 cours	1 Stage de formation à la direction des missions dispensé à 25 membres du personnel  2 Stages de formation aux fonctions de direction dispensés à 11 membres du personnel  1 Stage de formation à l'administration et à la gestion des ressources dispensé à 41 cadres de missions

d'orientation intensifs à l'intention des chefs des composantes militaires	1 Programme dispensé à 16 responsables de l'appui à la mission
	2 Cours d'orientation intensifs dispensés à 6 chefs de composantes militaires
Organisation de 5 visites d'appui aux États Membres en vue de mener des exercices de formation au maintien de la paix et de procéder à des évaluations des formations préalables au déploiement dispensées par les nouveaux fournisseurs de contingents ou de personnel de police et ceux qui pourraient l'être	5 Visites d'appui, en Égypte, au Ghana, en Italie, au Rwanda et en Suède
Validation de 8 programmes de formation proposés par des États Membres	8 Visites menées aux fins de la validation de programmes de formation, en Allemagne, en Argentine, au Brésil, au Mali (2), en République de Corée, en Serbie et en Sierra Leone
Exécution de 7 activités à l'appui des partenariats de formation conclus avec et entre des organisations régionales, des États Membres, des instituts de formation au maintien de la paix et des missions	7 Activités menées en Égypte, aux États-Unis d'Amérique, en Éthiopie, en Ouganda, en République de Corée et en Suisse (2)

## B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Participation du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général à un (1) sommet de l'Union africaine chacun	Oui	Le Secrétaire général a participé à la treizième session ordinaire du Sommet de l'Union africaine les 28 et 29 janvier 2018 à Addis-Abeba.  La Vice-Secrétaire générale a participé à la trente et unième session ordinaire du Sommet de l'Union africaine, les 1 <sup>er</sup> et 2 juillet 2018 à Nouakchott.
Organisation d'une (1) réunion entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine	Oui	La réunion consultative annuelle conjointe s'est tenue le 10 juillet 2018.
Organisation de 2 réunions de l'Équipe spéciale conjointe chargée des questions de paix et de sécurité	Oui	Les réunions semestrielles de l'Équipe spéciale conjointe chargée des questions de paix et de sécurité se sont tenues à Addis-Abeba et à New York.

Présentation de 18 exposés à l'intention du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur des questions relatives à la paix et à la sécurité	30	Exposés et déclarations
Organisation d'une (1) réunion et de 6 visioconférences entre homologues du Secrétariat de l'ONU et de la Commission de l'Union africaine	Oui	Produit exécuté
Conduite d'un (1) examen mené conjointement par le BNUUA et l'Union africaine afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité	Oui	Un séminaire-retraite du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique s'est tenu en avril 2018.
Établissement de 12 rapports mensuels sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine dans le domaine des opérations de paix ; établissement de 52 rapports hebdomadaires sur les faits nouveaux survenus dans les opérations de paix de l'Union africaine ; envoi de 40 télégrammes ou notes d'information chiffrés sur les sommets de l'Union africaine, les séances de son Conseil de paix et de sécurité et d'autres réunions de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, qui comportent notamment des analyses relatives à des opérations de paix stratégiques	Oui	Produit exécuté
Envoi de contributions en vue de l'établissement de 5 rapports du Secrétaire général portant sur diverses questions liées à la paix et à la sécurité	6	Rapports du Secrétaire général, dont 1 sur la situation dans la région du bassin du lac Tchad, 2 sur la Somalie, 2 sur le Sahel et 1 sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique
Tenue de 10 réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine, de 2 réunions du Groupe thématique paix et sécurité du Programme décennal de renforcement des capacités et de 4 réunions de chacun des 4 sous-groupes thématiques	12	Réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine
Production de 2 publications visant à informer un large public du partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine et des activités menées par le BNUUA à l'appui de l'Union africaine ; tenue d'une (1) réunion avec des attachés de presse de l'Union africaine et des États Membres ; administration d'un site Web du BNUUA	4	Réunions des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale
	Oui	2 bulletins d'information sur les réunions entre homologues, le Sommet de l'Union africaine, les activités de l'Équipe spéciale conjointe chargée des questions de paix et de sécurité et les réunions consultatives du Conseil de sécurité de l'ONU et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ont été établis et communiqués aux personnes concernées. Un dépliant contenant des graphiques d'information et des renseignements sur les instruments de paix de l'ONU et de l'Union africaine a été établi à l'intention des jeunes et largement distribué à l'occasion de la Journée de la paix 2017. La réunion avec des attachés de presse de

l'Union africaine et des États Membres a été reportée en raison d'un conflit de priorités et de problèmes de calendrier. À la place, 2 conférences de presse conjointes ont été organisées : l'une sur la deuxième conférence ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de sécurité, et l'autre sur une visite conjointe au Tchad et au Soudan.

Pour ce qui est des réseaux sociaux, le nombre d'abonnés au compte Twitter est passé de 2 800 à 7 600 et le site Web du BNUUA a continué d'être administré sous la supervision du Chef de cabinet et en collaboration avec les sections du BNUUA. Le BNUUA a en outre activement participé aux campagnes de promotion du partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine.

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement de 5 rapports annuels sur les progrès accomplis dans le cadre des composantes de l'Architecture africaine de paix et de sécurité	Non	Aucun rapport annuel n'a été établi. Toutefois, le BNUUA a rendu compte dans des télégrammes chiffrés mensuels ou thématiques des progrès accomplis dans le cadre des piliers de l'Architecture africaine de paix et de sécurité.
Réalisation de 4 évaluations des moyens régionaux de la Force africaine en attente et adaptation du concept de la base logistique continentale de cette Force, base qui est rendue opérationnelle	Oui	Le BNUUA a contribué à 5 évaluations des moyens régionaux de la Force africaine en attente
Élaboration, à l'appui des mécanismes de paix et de sécurité de l'Union africaine, de 9 politiques ou ensembles de directives concernant les centres d'opérations conjoints, les centres des opérations logistiques conjointes, les cellules d'analyse conjointe des missions et le matériel appartenant aux contingents	8	Les documents d'orientation ci-après ont été élaborés : a) plan par étapes visant à rendre opérationnel le Centre de coordination des mouvements à l'échelle du continent ; b) concept de transport stratégique révisé à l'usage de la Force africaine en attente ; c) concept de transport stratégique révisé à l'usage du Centre de coordination des mouvements à l'échelle du continent ; d) projet de directives sur la gestion des vacances de poste et de la relève en ce qui concerne le personnel de police au niveau des administrateurs de la Commission de l'Union africaine et des opérations de paix de l'Union africaine ; e) projet de directives sur la gestion, l'attribution des missions et la coordination du Groupe d'appui stratégique à la police ; f) projet d'instructions permanentes sur l'évaluation des policiers

hors unités constituées aux fins de la planification des missions ; g) projet d'instructions permanentes sur l'évaluation des capacités opérationnelles des unités de police constituées

## C. Département de l'appui aux missions

### a) Bureau du Secrétaire général adjoint

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 96 exposés sur les priorités, les opérations et les résultats en matière d'appui aux missions à l'intention de l'Assemblée générale et de ses organes délibérants subsidiaires, du Conseil de sécurité et des organisations régionales	92	Exposés Le produit exécuté est inférieur aux prévisions, les demandes ayant été moins nombreuses qu'escompté.
Organisation de 8 visites auprès d'États Membres pour débattre des priorités, des opérations et des résultats en matière d'appui aux missions	16	Visites dans les pays suivants : Allemagne, Autriche, Bangladesh, Canada, Espagne, Fédération de Russie, Japon, Kenya, Mali (2), Ouganda (2), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan du Sud, Suisse (2). La rationalisation et notamment le regroupement des voyages expliquent le résultat supérieur aux prévisions.
Tenue de 10 séances d'information sur les priorités, les opérations et les résultats en matière d'appui aux missions à l'intention d'autres parties prenantes dans le cadre de conférences, de séminaires et d'autres tribunes publiques	15	Séances d'information Le produit est plus élevé que prévu, les invitations des diverses parties prenantes ayant été plus nombreuses qu'escompté.
Organisation de 15 exposés sur les priorités, les opérations et les résultats en matière d'appui aux missions à l'intention des États Membres	15	Exposés au niveau des décideurs
Établissement de 55 réponses récapitulatives aux rapports des organes de contrôle des Nations Unies et de 63 rapports de synthèse sur l'état de l'application des 1 300 recommandations formulées par ces organes	59	Réponses récapitulatives aux rapports des organes de contrôle
	74	Rapports de synthèse sur l'état de l'application de 1 244 recommandations formulées par les organes de contrôle Les produits sont supérieurs parce que les organes de contrôle ont publié plus de rapports que prévu.

Présentation de 24 exposés à l'intention des États Membres et des organisations non gouvernementales à propos de la stratégie globale visant à éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que les autres types de fautes commises par le personnel des opérations de maintien de la paix

Mise en place dans toutes les missions de maintien de la paix d'un cadre de résultats harmonisé, qui définit notamment des indicateurs et des cibles

Tenue à jour d'une plateforme de communication de l'information destinée à appuyer le contrôle de la performance et la prise de décisions

Tenue à jour d'un (1) site Web informant sur les orientations stratégiques, les priorités, les opérations et les résultats du Département de l'appui aux missions

Appui à la production de 10 feuillets et documents d'information destinés aux parties prenantes sur les orientations stratégiques, les priorités et les résultats du Département de l'appui aux missions

Appui à l'organisation de 2 réunions du Groupe de travail pour la prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles

## 55 Exposés

Il a fallu organiser des réunions supplémentaires pour informer les États Membres du pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face et obtenir, d'une part, la signature de ce texte et, d'autre part, des engagements en faveur du fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

Oui Des indicateurs et des cibles ont été introduits dans les composantes d'appui des budgets des missions pour l'exercice 2018/19.

1 Mise en place d'une plateforme (l'outil d'analyse dans les missions), à laquelle plus de 260 utilisateurs sont inscrits

1 Site Web tenu à jour

Oui Appui concernant la production de documents sur la mission du Département de l'appui aux missions, l'enquête mondiale auprès des clients, l'initiative sur la performance et le feuillet d'information du Département, la gestion de la chaîne logistique, la stratégie environnementale, l'École des transmissions militaires des Nations Unies, le partenariat triangulaire et de notes sur divers sujet touchant aux objectifs et résultats du Département.

2 Réunions

### Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise au point et mise à jour de 3 concepts d'appui aux missions pour tenir compte de l'apparition de nouveaux environnements opérationnels ou de l'évolution de ces derniers	3	Concepts d'appui, dont 1 mis au point (MINUJUSTH) et 2 mis à jour (MINUSMA et MINUL)
Organisation de 6 visites sur le terrain pour fournir des renforts temporaires aux missions nouvellement créées ou élargies	6	Visites sur le terrain (MINUSCA, MONUSCO, MINUSMA (3) et MINUJUSTH)

Organisation de 4 visites pour fournir un appui aux efforts de planification de l'Union africaine	1 Visite Les produits sont inférieurs aux prévisions, ce qui s'explique par les visites de l'Union africaine au Siège, par la faculté accrue du BNUUA de soutenir la planification et par l'attention portée à d'autres partenariats.
Élaboration de 4 rapports d'appréciation de la situation et de planification de haut niveau concernant les nouveaux besoins et les nouvelles opérations	4 1 rapport sur la transition de la MINUSTAH à la MINUJUSTH, 1 rapport sur la MINUSMA (Groupe des cinq pays du Sahel) et 2 notes de synthèse sur le retrait progressif et la fermeture de la MINUL

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**


---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 9 visites sur le terrain pour donner des orientations aux responsables des missions sur les priorités, les opérations et les résultats en matière d'appui aux missions dans le cadre de l'exécution de leur mandat	8	Visites à la MINUSMA (2), à la MINUSS, au BANUS, au Centre de services régional d'Entebbe (2) et à la BSLB (2)
Tenue de 24 séances de consultation avec les chefs de mission sur les priorités, les opérations et les résultats en matière d'appui aux missions dans le cadre de l'exécution de leur mandat	113	Séances de consultation Le produit a été supérieur aux prévisions car les représentants spéciaux du Secrétaire général et la Secrétaire général adjointe se sont régulièrement entretenus des questions de gestion des ressources et d'appui aux missions.
Tenue de 28 séances de consultation avec les chefs et directeurs de l'appui aux missions pour examiner et appuyer leur action	47	Séances de consultation Le produit a été supérieur aux prévisions car les chefs et directeurs de l'appui aux missions et la Secrétaire général adjointe se sont régulièrement entretenus des questions de gestion des ressources et d'appui aux missions.
Réalisation d'une (1) enquête mondiale pour mesurer la satisfaction des clients s'agissant des services d'appui fournis à l'ensemble des missions de maintien de la paix	Non	La sixième enquête mondiale auprès des clients a été reportée à la fin de 2018, de sorte qu'elle puisse prendre en compte tous les clients du futur Département de l'appui opérationnel et servir de référence pour l'évaluation de ses résultats.
Organisation de 2 réunions du comité consultatif composé des clients du Département de l'appui aux missions	1	Réunion du comité consultatif composé des clients du Département, une deuxième réunion étant reportée en raison de travaux supplémentaires liés à la réforme de la gestion.
Organisation d'un (1) atelier avec les responsables de l'appui aux missions sur les priorités, les opérations et les résultats en matière d'appui aux missions	1	Conférence des chefs et directeurs de l'appui aux missions, tenue à Entebbe

Conduite de 40 examens des résultats et priorités de l'appui aux missions en collaboration avec l'équipe de direction du Département de l'appui aux missions	33 33 examens des résultats Le nombre moins élevé que prévu s'explique par une nette augmentation du nombre de réunions sur la réforme de la gestion.
Conduite de 6 évaluations stratégiques des besoins, de la mise en place et de la dotation en moyens des missions	6 Évaluations stratégiques (MINUJUSTH, MINUSMA, MONUSCO, FISNUA, UNFICYP et MINUSS)
Organisation d'un (1) atelier sur la planification dans le cadre de l'appui aux missions pendant les phases de démarrage, de transition et de retrait des opérations	1 Atelier sur la politique du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions sur la planification et l'examen des opérations de maintien de la paix
Organisation de 3 visites d'évaluation technique dans des d'opérations en vue d'aider à l'élaboration de plans d'appui à la mission	2 Visites à la MINUJUSTH et la MINUSMA Les produits ont été moins nombreux que prévu – le plan de la MINUL a été établi au Siège, ce qui rendait la visite superflue.
Organisation de 2 visites dans des missions dirigées par le Département pour veiller à ce que les politiques et orientations stratégiques concordent avec les initiatives d'appui opérationnel, en particulier dans les zones où le manquement à cette règle menacerait fortement l'exécution du mandat des missions	2 Voyages, 1 en Ouganda pour le Comité de coordination des opérations militaires de l'AMISOM ; et 1 au BANUS pour l'évaluation conjointe de l'AMISOM par l'Union africaine et l'ONU et l'examen stratégique de la présence des Nations Unies en Somalie
Organisation de 3 visites d'information visant à élargir la liste de réserve de cadres supérieurs disponibles pour les missions et à atteindre les objectifs de l'Organisation en matière de répartition géographique équitable et de représentation équilibrée des sexes	3 Visites d'information ciblées au Canada, au Sénégal et en Suisse, à l'occasion du cours de médiation de haut niveau et du séminaire-retraite des représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général, des coordonnateurs résidents et des coordonnateurs de l'action humanitaire
Fourniture d'un appui décisionnel à l'intention de 7 chefs ou chefs adjoints de mission nouvellement nommés, notamment en leur donnant la possibilité de former un tandem avec d'anciens ou d'actuels responsables de mission	7 Mentorat et soutien fournis à 7 chefs et chefs adjoints de mission
Organisation de 3 visites sur le terrain pour fournir des conseils stratégiques aux équipes dirigeantes et au personnel d'appui aux missions sur la mise en œuvre de la stratégie environnementale visant à réduire l'empreinte écologique des missions	2 Visites sur le terrain (MONUSCO et MINUAD). La troisième visite a été remplacée par des conseils stratégiques sur la mise en œuvre de la stratégie environnementale, fournis par visioconférences mondiale et par correspondance.
Inclusion dans les cadres budgétaires de toutes les missions de maintien de la paix d'indicateurs de performance environnementale	Oui Les missions de maintien de la paix ont un indicateur de performance commun sur le tableau de bord environnemental du Département de l'appui aux missions.

Réunion de 3 commissions d'enquête du Siège pour examiner des incidents graves survenus dans les missions

Fourniture aux opérations sur le terrain de directives en matière de gestion stratégique des risques, fondées sur l'analyse des conclusions et recommandations formulées dans les 127 rapports établis par des organes de contrôle

Enregistrement, dans les systèmes de suivi prévus à cet effet, des 1 300 recommandations formulées par les organes de contrôle et des 350 autres formulées par les commissions d'enquête

Suivi de l'application des 350 recommandations formulées par les commissions d'enquête

Organisation, à l'intention des responsables des audits, des fonctionnaires des commissions d'enquête et des coordonnateurs de la gestion des risques, d'une (1) formation sur les moyens d'améliorer les suites données aux recommandations formulées par les organes de contrôle et les commissions d'enquête ainsi que la gestion du risque institutionnel

Conduite de 2 examens opérationnels des dispositifs de contrôle interne dans les missions

Conduite de 2 examens opérationnels des procédures des commissions d'enquête dans les missions

Organisation de 2 visites sur le terrain pour simplifier les mécanismes de gestion des risques dans les missions

Organisation de 3 visites sur le terrain pour fournir aux responsables et au personnel chargé de la déontologie et de la discipline une assistance et des conseils techniques en matière d'application de la stratégie de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et les autres types de fautes

1 Commission d'enquête du Siège  
Les produits ont été moins nombreux que prévu en raison d'une diminution du nombre d'affaires traitées au Siège.

Oui Des directives stratégiques en matière de gestion des risques stratégiques ont été fournies aux opérations sur le terrain.

1 244 Recommandations formulées par les organes de contrôle ont été enregistrées.  
Le produit a été inférieur aux prévisions car les organes de contrôle ont formulé moins de recommandations que prévu.

427 Recommandations formulées par des commissions d'enquête  
Le produit a été supérieur aux prévisions car les commissions d'enquête ont formulé plus de recommandations que prévu.

427 Recommandations formulées par des commissions d'enquête  
Le produit a été supérieur aux prévisions car les commissions d'enquête ont formulé plus de recommandations que prévu.

1 Une formation à l'intention de 41 responsables des audit et 38 coordonnateurs de la gestion des risques de 14 opérations de maintien de la paix et de 2 centres de services a été organisée au Centre de services régional d'Entebbe.

2 Examens opérationnels des dispositifs de contrôle interne (MINSUMA et BANUS)

2 Examens opérationnels des procédures des commissions d'enquête (MINSUMA et BANUS)

2 Visites sur le terrain (MINUSMA et BANUS)

3 Visites à la MINUL (2) et à la MINUJUSTH. En raison du retrait progressif et de la fermeture de la MINUL, il a fallu fournir un soutien supplémentaire aux fins de la transition et des dispositions à prendre contre l'exploitation et les abus sexuels.

Examen d'environ 175 rapports d'enquête établissant le bien-fondé d'allégations faisant état de fautes et des questions connexes et transmission de ces rapports à l'ONU ou aux États Membres pour adoption des mesures disciplinaires qui s'imposent

Enregistrement et suivi dans le Système de suivi des fautes professionnelles d'environ 250 allégations de catégorie I et 550 allégations de catégorie II

Vérification et contrôle des antécédents, chaque mois, d'en moyenne 1 700 membres du personnel, Volontaires des Nations Unies, vacataires, policiers hors unités constituées, observateurs militaires ou autres membres du personnel fourni par les gouvernements, et des membres des contingents ou des unités de police avant leur engagement ou leur déploiement

Suivi de 200 délégations de pouvoirs en matière d'achat au personnel sur le terrain et des pouvoirs délégués au moyen de lettres d'attribution (uniquement pour le Département de l'appui aux missions au Siège)

Conduite, avec le Département de la gestion, d'examens conjoints portant sur l'exercice par le personnel sur le terrain des pouvoirs qu'il a reçus en matière d'achat et sur le fonctionnement des comités des marchés locaux, notamment dans le cadre de 4 visites sur le terrain

178 Rapports d'enquête ont été analysés et renvoyés aux États Membres ou aux entités du système des Nations Unies.

238 Allégations de faute de catégorie I ont été enregistrées.

307 Allégations de faute de catégorie II ont été enregistrées.

Les produits sont inférieurs aux prévisions en raison du faible nombre d'allégations reçues dans les catégories I et II.

2 395 Vérification des antécédents, en moyenne par mois, de 324 candidats civils et 2 071 membres des forces militaires et de police et du personnel judiciaire et pénitentiaire recrutés individuellement et membres des contingents militaires et des unités de police constituées avant leur déploiement dans les missions. À ces contrôles manuels s'ajoutent ceux faits automatiquement, qui concernent en moyenne 3 400 personnes par mois. Le nombre de vérifications mensuelles qui nécessitent un examen et une action manuels du Groupe déontologie et discipline a considérablement augmenté pour les membres des forces militaires et de police.

295 Délégations de pouvoir ont fait l'objet d'un suivi.

Le produit a été supérieur aux prévisions car le Département de l'appui aux missions a adopté une nouvelle méthode qui lui permet de comptabiliser plus précisément le nombre réel de délégations de pouvoir en tenant compte de celles délivrées aux entités et non aux personnes, puisqu'une délégation de pouvoir délivrée à une personne peut concerner plus d'une entité.

3 Examens conjoints ont été effectués avec le Département de la gestion.

## b) Division du budget et des finances des missions

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
L'évaluation et les calculs relatifs à l'ensemble des demandes de remboursement des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents sont effectués dans un délai de trois mois ; traitement des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité pour toutes les missions, ainsi que des demandes de remboursement au titre des lettres d'attribution	2 890	Demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents
	345	Demandes au titre des lettres d'attribution
	258	Demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité
Évaluation et calcul des sommes à déduire du remboursement des dépenses afférentes au personnel lorsque du matériel majeur appartenant aux contingents mis à la disposition des missions fait défaut ou est défectueux	4	Évaluations et calculs trimestriels du pourcentage correspondant au matériel majeur hors service ou manquant pour chaque contingent ont été complétées.
Négociation et signature de jusqu'à 15 mémorandums d'accord portant sur le déploiement de nouveaux contingents dans le cadre des opérations sur le terrain et modification de plus de 200 mémorandums d'accord existants conformément aux recommandations du Groupe de travail de 2017 sur le matériel appartenant aux contingents	27	Négociations de mémorandums d'accord Le dépassement des prévisions s'explique par la diligence dont la Division a fait preuve jusqu'à obtenir l'accord et la signature des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et par l'augmentation du nombre d'unités déployées dans les missions.
	288	Modifications apportées à des mémorandums d'accord Le dépassement des prévisions découle des recommandations du Groupe de travail de 2017 sur le matériel appartenant aux contingents.
Rédaction des annexes aux mémorandums d'accord voulues par la Cellule stratégique de constitution des forces et de planification des moyens afin de contribuer au Système de préparation des moyens de maintien de la paix, l'outil habituellement utilisé pour enregistrer les engagements pris par les États Membres en matière de capacités d'appui aux opérations de paix	Oui	10 annexes ont été prévues à l'intention des unités promises recensées par la Cellule stratégique de constitution des forces et de planification des moyens ; parmi les accords de déploiement rapide rédigés pour les 10 unités, 7 sont signés et 3 sont cours de négociation dans l'attente des contributions des gouvernements concernés.
Tenue, à l'intention des missions permanentes et des autres délégations d'États Membres, de 20 réunions d'information portant sur les mémorandums d'accord ainsi que sur les systèmes de remboursement des dépenses afférentes au personnel et au matériel appartenant aux contingents, y compris les réunions organisées dans le cadre des visites d'inspection avant déploiement	39	Réunions d'informations sur les mémorandums d'accord, les dépenses afférentes au personnel et le matériel appartenant aux contingents Le produit est supérieur aux prévisions en raison de l'obligation d'informer les États Membres des résultats de l'enquête quadriennale sur les dépenses afférentes aux

dans les pays fournissant des contingents et du personnel de police

Communication d'informations ou établissement de rapports tous les trois mois à l'intention des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police sur les éléments requis de matériel appartenant aux contingents qui font défaut, sur l'état d'avancement du traitement des demandes de remboursement au titre de ce matériel et sur l'exécution des mémorandums d'accord

Recensement des incidences financières de 6 propositions au Conseil de sécurité ayant des répercussions importantes en termes de ressources financières et d'appui aux missions, en coordination avec le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

Évaluation et administration des primes de risque payées aux membres des contingents et au personnel de police

Organisation de 10 visites d'assistance dans certains pays participant à la deuxième enquête quadriennale sur les dépenses afférentes au personnel en vue de garantir l'exhaustivité et la cohérence des données

Coordination des contributions et de l'appui reçus par l'équipe de développeurs travaillant sur les politiques et procédures liées au matériel appartenant aux contingents en vue de l'élaboration d'une solution informatique globale et efficace permettant de faire face à la complexité du nouveau système de remboursement des dépenses engagées par les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police

contingents menée en vue de l'établissement du rapport correspondant du Secrétaire général (A/72/728).

4 Rapports d'inspection des missions recensant les éléments manquants parmi le matériel appartenant aux contingents ont été transmis aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police avec les lettres concernant le versement ou la retenue du remboursement.

4 Propositions pour lesquelles les incidences financières ont été recensées (MINUSCA (2), MONUSCO et MINUAD).

7 Primes de risque ont été évaluées et traitées.

10 Des visites ont été effectuées dans tous les pays participant à l'enquête sur les dépenses afférentes au personnel (Afrique du Sud, Bangladesh, Éthiopie, Inde, Maroc, Népal, Pakistan, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Uruguay).

Oui Il a été procédé à la coordination des contributions et de l'appui reçus par l'équipe de développeurs, l'objectif étant de valider les exigences fonctionnelles, de confirmer les règles métier, d'aider à piloter la standardisation des processus et de continuer de contribuer à l'analyse des besoins et l'examen de la conception des solutions.

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration de 2 plans de dotation en ressources et de prévisions de dépenses lorsque le Conseil de sécurité décide de créer ou d'élargir une opération de maintien de la paix	1	Prévisions de dépenses initiales pour la MINUJUSTH
Fourniture d'un appui direct à la création d'unités administratives chargées du budget et des finances au sein de 2 missions nouvelles ou restructurées	1	Appui direct à la MINUJUSTH

Évaluation et administration du paiement des primes pour le déploiement initial rapide de capacités essentielles dans les missions	Non	Il n'y a pas eu de demande d'évaluation ou d'administration du paiement des primes au cours de la période considérée.
Élaboration d'annexes pro forma aux mémorandums d'accord concernant 10 engagements pris par les États Membres en matière de capacités militaires et de police à des fins d'enregistrement dans le Système de préparation des moyens de maintien de la paix	10	Annexes pro forma ont été préparées, dont les accords correspondants ont été signés dans 7 cas (Bangladesh (4), Bhoutan, Jordanie et Tunisie) et sont en cours de négociation dans 3 autres cas (Chine, Inde et Pakistan).

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**


---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'un appui transversal et de conseils en matière de réglementation à l'ensemble des missions en ce qui concerne l'élaboration des projets de budget, la tenue des comptes, l'établissement des états financiers et la mise en place de procédures financières applicables sur le terrain compte tenu des orientations stratégiques et des instructions publiées par le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, et en matière de gestion des ressources disponibles	Oui	Toutes les opérations de maintien de la paix, le BANUS, la BSLB, et le Centre de services régional d'Entebbe ont bénéficié d'un appui transversal sous forme d'analyses et de conseils sur les priorités stratégiques, le financement des activités relatives aux programmes et le module d'établissement du budget.
Élaboration d'une analyse comparative et de rapports de gestion sur les principaux domaines auxquels sont affectées les ressources dans toutes les missions, en vue de rationaliser l'affectation des ressources aux missions	Oui	Analyse, dans toutes les missions, de l'exécution des activités relatives aux programmes dans les domaines thématiques, y compris l'état de droit et les affaires civiles
Coordination et élaboration de 16 documents d'orientation stratégique concernant les priorités en matière d'affectation des ressources afin de guider l'élaboration des projets de budget annuel de l'ensemble des missions, y compris le Centre de services mondial et le Centre de services régional d'Entebbe	16	Documents d'orientation stratégique ont été élaborés et publiés pour toutes les opérations de maintien de la paix, le BANUS, la BSLB et le Centre de services régional d'Entebbe.
Révision annuelle des ressources standard dont sont dotées les missions et des prix applicables	Oui	Le Manuel des coûts et coefficients standard, utile à la préparation des budgets, a été mis à jour et publié.
Coordination de 4 examens relatifs aux grands groupes de ressources dans les missions, le Centre de services mondial et le Centre de services régional d'Entebbe pour coordonner la mise en œuvre des initiatives et des projets mis en place par le Groupe de l'utilisation rationnelle des ressources	2	Examens conclus, l'un sur les tableaux d'effectifs actualisés et l'autre sur les tableaux comparatifs de ressources destinés à l'analyse des facteurs déterminant les besoins en ressources qui sous-tendent les projets de budget pour 2018/19  Le produit est inférieur aux prévisions en raison de l'attention requise par les visites sur le terrain aux fins de la planification initiale des priorités budgétaires.

Gestion des questions qui n'ont pas encore été traitées concernant 5 missions en cours de liquidation, notamment le suivi des paiements en souffrance et des créances contestées, l'exécution des démarches administratives et l'élaboration de rapports sur la cession des actifs

Organisation de 10 visites en vue d'apporter aux missions, au Centre de services mondial et au Centre de services régional d'Entebbe un appui sur le terrain, concernant notamment la définition des grandes priorités budgétaires, l'analyse des principales économies pouvant être réalisées, l'application de mesures de gestion financière et la fourniture *in situ* d'une assistance pour les questions d'ordre budgétaire et financier

Organisation de 4 visites dans les missions, au Centre de services mondial et au Centre de services régional d'Entebbe pour fournir un appui concernant les normes IPSAS, Umoja et le dispositif de services partagés, y compris des conseils sur la gestion, les procédures et les pratiques financières sur le terrain

Fourniture d'un appui aux missions, au Centre de services mondial et au Centre de services régional d'Entebbe concernant l'élaboration de rapports financiers et d'autres documents financiers destinés aux donateurs alimentant les fonds d'affectation spéciale relatifs aux opérations de maintien de la paix

5 Ensembles d'activités liées à la liquidation respective de la MINUT, la MINURCAT, la MINUS, la MISNUS et l'ONUCI

Rapprochement de tous les postes non soldés de la MINUT, la MINURCAT, la MINUS et la MISNUS

10 Visites à la MINUSCA (2), à la MINUSMA (2), à la MONUSCO, à la MINUAD, à la FINUL, à la MINUSS, au BANUS et au Centre de services régional d'Entebbe ont été effectuées, le but étant d'aider ces missions sur place, avant la délibération des comités des budgets respectifs, à traduire dans les plans de financement les priorités stratégiques arrêtées.

1 Visite au Centre de services régional d'Entebbe, destinée à appuyer la mise en œuvre d'Umoja dans les missions  
3 téléconférences avec les missions et 3 documents sur la gestion financière sur le terrain sont venus remplacer certaines visites.

Oui Appui au renforcement des capacités des missions, sous forme d'inscription au Chartered Institute of Public Finance and Accountancy pour 55 membres du personnel des missions (64 cours de formation suivis)

### c) Division du personnel des missions

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration d'un plan de recrutement pour chaque mission de maintien de la paix en phase de démarrage, d'élargissement ou de transition en vue d'atteindre les taux d'occupation indiqués dans les contrats de mission	Oui	Pour les missions en phase de liquidation ou de réduction des effectifs, des plans adaptés de réduction progressive des activités ont été élaborés et exécutés. Lors du démarrage de la MINUJUSTH, un appui a été fourni pour l'élaboration et la mise en œuvre du plan de recrutement.
Tenue des listes de candidats présélectionnés pour 24 familles d'emplois grâce à l'analyse des capacités faisant défaut et à la mise au point d'un calendrier annuel des avis de vacance de poste générique, avec au moins 800 nouveaux candidats	Oui	Les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions ont approuvé 1 353 candidatures pour des postes génériques dans 23 familles d'emplois, sécurité non comprise puisque celle-ci relève désormais du

présélectionnés par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions

Département de la sûreté et de la sécurité.

Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation du nombre de candidats qualifiés.

Participation de 60 États Membres aux campagnes semestrielles de prospection tenues à l'intention des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, à des tables rondes, à des réunions bilatérales individuelles et à deux visites de prospection

66 États Membres ont participé aux campagnes semestrielles de prospection tenues à l'intention des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, à des tables rondes et à des réunions bilatérales individuelles.

2 Visites de prospection en Égypte et en Turquie

Diffusion d'un (1) document d'orientation relatif au recours aux capacités nationales dans les missions de maintien de la paix

1 Un document d'orientation sur la prise en main nationale des opérations de paix a été transmis aux missions afin qu'elles l'appliquent et l'intègrent dans leurs opérations de gestion prévisionnelle des besoins en personnel.

---

### Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'indicateurs de résultats, d'un suivi et de conseils stratégiques directs concernant l'ensemble des pouvoirs délégués en matière de gestion des ressources humaines afin d'aider les opérations de maintien de la paix à atteindre leurs objectifs et cibles dans ce domaine	Oui	Fourniture d'indicateurs de résultats, d'un suivi et de conseils stratégiques directs
4 visites sur le terrain effectuées auprès des missions par l'équipe d'intervention rapide pour fournir un appui spécialisé et une surcapacité temporaire lors des phases critiques, telles que le démarrage, la transition, la réduction des effectifs et la gestion de crises	5	Visites sur le terrain à la MINUSTAH, à la MINUL, à la MINUSCA, à la MONUSCO et à la MINUAD  Les produits sont supérieurs aux prévisions en raison des demandes formulées par le Conseil de sécurité dans ses résolutions et de la modification du mandat des missions.
Fourniture d'appui et de conseils visant à faciliter l'utilisation du cadre de résultats et de responsabilisation relatif aux ressources humaines au moyen de tableaux de bord actualisés portant sur les indicateurs stratégiques, opérationnels et transactionnels à des fins d'information et de suivi ; production de 3 rapports analytiques par an et organisation de 4 formations à l'analytique (en présentiel ou en ligne)	Oui	L'appui et les conseils aux missions ont pris la forme de sessions de formation par Internet et de production de 3 rapports analytiques sur les activités de recrutement dans les missions.
Fourniture de conseils et de réponses d'ordre juridique et général dans environ 300 affaires et demandes de renseignements formelles et informelles provenant des missions, du Groupe du contrôle hiérarchique, du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies,	659	Conseils et réponses d'ordre juridique et général ont été fournis pour 529 affaires et demandes de renseignements formelles et 130 communications contenant des orientations sur les conditions de travail et d'autres questions de ressources humaines ont

du Bureau de la gestion des ressources humaines et d'autres entités

été transmises aux missions.

Le produit est supérieur aux prévisions en raison d'un grand nombre d'affaires liées à des réductions d'effectifs dans les missions.

2 visites sur le terrain visant à contrôler le respect des pouvoirs délégués en matière de gestion des ressources humaines

2 Visites (FNUOD et FINUL). En outre, un examen sur dossier a été effectué pour la MINUSS.

3 visites sur le terrain visant à fournir sur place des conseils et un appui technique, en particulier s'agissant de la gestion du personnel local et du personnel recruté sur le plan international dans le contexte du lancement à l'échelle mondiale du dispositif de mobilité et d'organisation des carrières, de l'introduction de réformes, des examens des effectifs et des réductions du personnel

3 Visites sur le terrain (MINUSTAH, MINUL et MINURSO)

Généralisation d'une stratégie globale de renforcement des capacités des spécialistes des ressources humaines dans les missions, notamment au moyen de programmes de certification, de mentorat et d'organisation des carrières

1 Stratégie globale de renforcement des capacités des spécialistes des ressources humaines dans les missions

#### d) Division du soutien logistique

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration d'un plan annuel de gestion de la chaîne d'approvisionnement sur la base des besoins regroupés des missions afin de donner une vision globale de la demande et de planifier les mesures à prendre pour pouvoir y répondre	Oui	Un plan annuel de gestion de la chaîne d'approvisionnement, le plan de demande et d'acquisition concernant le maintien de la paix pour l'exercice 2018/19, a été établi et adopté.
10 visites avant déploiement dans les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police afin d'évaluer les moyens logistiques et d'indiquer aux États Membres les insuffisances relevées dans le matériel majeur et le soutien logistique autonome	10	Visites de prédéploiement, de vérification du niveau de déploiement rapide, de conseil et d'évaluation ont eu lieu au Bangladesh, au Bénin, au Bhoutan, au Canada, en Côte d'Ivoire, en Égypte, en Indonésie, en Jordanie, au Népal et en Tunisie
10 réunions de planification et 4 contributions sur les questions logistiques au concept d'opérations concernant l'appui aux missions de maintien de la paix	10	Réunions de planification [MINUSCA (2), MINUSMA (2), MONUSCO, FNUOD, UNFICYP, FINUL et MINUSS (2)]
	4	Contributions sur les questions logistiques (MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO et FNUOD)

20 réunions d'information sur le soutien logistique à l'intention des États Membres	20 Séances d'information sur le soutien logistique à l'intention des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police
6 réunions avec les partenaires internationaux (dont les États Membres) afin de définir et de mettre en place des mécanismes de coopération logistique sur le terrain	6 Réunions avec les partenaires internationaux et les États Membres sur l'accord d'appui à la MINUSMA, sur l'accord tripartite d'appui à la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, sur la coopération logistique, sur le transport stratégique et sur le matériel appartenant aux contingents et mis à disposition d'autres pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police
6 consultations avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police afin d'appuyer la négociation de mémorandums d'accord et d'examiner les insuffisances	6 Consultations sur la MINUSMA ont eu lieu avec le Bangladesh, le Canada, l'Égypte, El Salvador, le Népal et la Tunisie.
4 rapports trimestriels sur l'application par les missions des directives relatives à la gestion des biens et au respect des normes IPSAS	4 Rapports trimestriels
Établissement de rapports conformes aux normes IPSAS portant sur les biens à prendre en considération dans les états financiers de l'Organisation	Oui Des rapports financiers conformes aux normes IPSAS sur l'inventaire des immobilisations corporelles pour la période se terminant le 30 juin 2017 ont été établis et présentés au Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité en temps utile pour figurer dans les états financiers.
4 rapports trimestriels mondiaux faisant le point sur le matériel appartenant aux contingents	4 Rapports trimestriels mondiaux faisant le point sur le matériel appartenant aux contingents ont été élaborés.

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation, coordination et suivi du déploiement et de la relève de quelque 180 000 agents en tenue, ainsi que du transport aérien, maritime et terrestre d'environ 65 000 tonnes par an de matériel les accompagnant, moyennant des accords à long terme pour le transport aérien de passagers, environ 160 accords à court terme avec des fournisseurs commerciaux et environ 65 lettres d'attribution signées avec des États Membres	Oui	Ont été organisés, coordonnés et suivis le déploiement et la relève de 211 000 agents et de 74 000 tonnes de matériel, qui ont fait l'objet d'un contrat de longue durée, de 130 contrats à court terme et de 70 lettres d'attribution.  Les produits sont supérieurs aux prévisions en raison de l'augmentation des besoins en déplacements de personnel en tenue et de marchandises.

Fourniture de conseils et d'un appui technique aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police pour la préparation et l'expédition du matériel appartenant aux contingents	Oui	Fourniture de conseils et d'un appui technique à tous les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police pour la préparation et l'expédition du matériel leur appartenant
---	-----	---

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**


---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise en œuvre de la stratégie de gestion de la chaîne d'approvisionnement adoptée par le Département de l'appui aux missions pour renforcer les processus métier de bout en bout dans toutes les missions de maintien de la paix	Oui	<p>L'état d'avancement de chacun des volets du plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement est le suivant :</p> <p>a) La nouvelle structure organisationnelle de la Division du soutien logistique a été mise en place ;</p> <p>b) La mise en œuvre progressive des nouvelles procédures est en cours ;</p> <p>c) Un outil de planification des achats en ligne a été mis au point ;</p> <p>d) Un plan d'approvisionnement annuel a été élaboré et adopté ;</p> <p>e) Le nouvel outil de localisation et de suivi a été mis en service ;</p> <p>f) Les filières de recherche de fournisseurs et de livraison du couloir logistique de l'Afrique de l'Est ont été regroupées au niveau régional ;</p> <p>g) La mise hors service de Galileo est achevée ;</p> <p>h) Les attributions du personnel chargé de la gestion de la chaîne d'approvisionnement sont en cours de redéfinition ;</p> <p>i) Une formation initiale a été dispensée au personnel hors siège. Au total, 234 membres du personnel ont reçu une formation sur le modèle SCOR (Supply Chain Operations Reference), et un centre de formation individualisée en ligne a été mis sur pied.</p>
Organisation d'une conférence sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement et d'une réunion d'information à l'intention de tous les directeurs et chefs de l'appui aux missions sur la mise en place de la chaîne d'approvisionnement dans toutes les missions	Oui	1 conférence s'est tenue à New York en avril 2018 et 1 réunion d'information a été organisée à l'intention de tous les directeurs et chefs de l'appui aux missions sur la mise en place de la chaîne d'approvisionnement dans toutes les missions
Définition des principaux indicateurs de résultats devant servir de cadre de gestion de la performance pour l'initiative de gestion de la chaîne d'approvisionnement	Oui	Des dispositifs d'autoévaluation et de présentation de l'information sur le rendement en matière de fiabilité et de réactivité dans le domaine de la chaîne d'approvisionnement ont été mis en service dans les opérations sur le terrain.

Enregistrement, gestion et suivi d'environ 130 contrats, dont 100 contrats-cadres mondiaux (génie, transports, fournitures générales, services médicaux) et de 30 contrats clefs en main (carburant et rations) portant sur plus de 20 catégories de biens, y compris l'élaboration et l'examen des cahiers des charges, des dossiers d'invitation à soumissionner et des soumissions des fournisseurs

Organisation de visioconférences mensuelles avec les missions de maintien de la paix pour examiner la planification de la demande ainsi que l'élaboration et la gestion des contrats-cadres de façon à répondre aux besoins tout en respectant les montants plafonds et les dates d'expiration des contrats indiqués sur le tableau de bord ; organisation de réunions mensuelles avec la Division des achats pour examiner la planification des activités d'achat

Actualisation du Manuel de gestion des carburants ; fourniture d'orientations et d'un appui aux missions sur le respect des consignes générales en matière de gestion des carburants

Mise en place du système électronique de gestion des rations dans 4 missions

Mise au point d'un cours de formation sur les soins d'urgence dans les missions à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, en coopération avec la Division des services médicaux du Département de la gestion

Gestion de 81 contrats de services aériens conclus avec des fournisseurs commerciaux et militaires et de 3 systèmes de drones dans l'ensemble des missions dotés de moyens aériens, y compris la mise en place et la gestion d'un système de gestion des informations aériennes, la promulgation d'un règlement concernant les accords passés avec des compagnies de transport aérien à la demande, ainsi que la gestion, l'examen et la mise à jour de 56 contrats d'affrètement

4 inspections et évaluations menées auprès de fournisseurs de services de transport aérien existants ou potentiels et auprès des missions exploitant des appareils

Oui Gestion et suivi d'environ 130 contrats-cadres et 30 contrats-cadres clefs en main

Oui Des visioconférences avec les missions et des réunions avec la Division des achats ont eu lieu tous les mois.

Oui Des lignes directrices à jour sur la gestion des carburants, destinées à remplacer le Manuel de gestion des carburants, ont été élaborées en consultation avec les missions.

2 Missions (MINUSCA et MINUSS) dans lesquelles le système est en place  
Pour le BANUS et la FNUOD, la mise en service a été reportée en raison de retards dans la finalisation des nouveaux contrats.

Oui Un cours de formation aux techniques élémentaires de sauvetage a été élaboré en coopération avec la Division des services médicaux du Département de la gestion.

81 Contrats de services aériens gérés

3 Systèmes de drones gérés

1 Système de gestion des informations aériennes géré et constamment amélioré

1 Instruction permanente élaborée concernant les accords passés avec des compagnies de transport aérien à la demande, en lieu et place du règlement prévu

56 Contrats d'affrètement mis à jour

4 Inspections (FISUNA, MINUSMA, MONUSCO et BANUS)

15 rapports sur l'évaluation de la sécurité aérienne dans les missions de maintien de la paix et les bureaux régionaux de la sécurité aérienne et 4 rapports d'évaluation conjoints sur les prestations des fournisseurs de services de transport aérien

7 Rapports sur l'évaluation de la sécurité (MINUSMA (2), MINUSCA, BANUS, MONUSCO, MINUAD et MINUSS)

3 rapports non établis car superflus (MINUSTAH, MINUL et ONUCI), les missions concernées étant en phase de liquidation

Le rapport sur la MINURSO a été reporté à 2019, priorité étant donnée à d'autres travaux concernant notamment l'agrément des fournisseurs de services de transport aérien.

Le produit est inférieur aux prévisions, 11 missions seulement disposant de moyens aériens.

4 Rapports d'évaluation conjoints sur les prestations des fournisseurs de services de transport aérien ont été établis.

#### e) Division de l'informatique et des communications

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement de 3 rapports d'analyse sur les différends frontaliers permettant de mieux comprendre le problème et comportant l'état de la question, les traités s'appliquant, des cartes et des images satellitaires	3	Rapports d'analyse concernant respectivement le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie  Des orientations et des solutions ont été données en réponse à 25 demandes d'États Membres et d'organismes des Nations Unies concernant les frontières internationales et les territoires contestés.
Réouverture du site Web du projet sur les limites administratives du deuxième niveau, et analyse et coordination de données provenant de 10 États Membres	30	Le site Web du projet sur les limites administratives du deuxième niveau a été réouvert. L'analyse et la coordination de données sur les limites administratives du deuxième niveau fournies par 30 États Membres a été entreprise et 4 ensembles de données harmonisés (Cameroun, Chypre, Mali et Sénégal) ont été publiés.  Le produit est supérieur au résultat escompté en raison d'une réévaluation de l'importance des données administratives concernées, dont les États Membres ont besoin pour mieux contrôler la réalisation des objectifs de développement durable, les limites administratives servant de référence pour le suivi des informations statistiques thématiques.

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité
 

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement de liaisons de communication dans les 24 heures suivant l'arrivée du matériel informatique dans une nouvelle opération de maintien de la paix	Non	La MINUJUSTH, qui a repris l'infrastructure et les services d'appui de la MINUSTAH lors de la transition, n'a pas eu besoin de nouvelles liaisons de communication.
Appui en matière de technologies géospatiales et informatiques fourni aux opérations de maintien de la paix nouvellement créées par le Conseil de sécurité	Non	La MINUJUSTH, qui a repris les services d'appui de la MINUSTAH lors de la transition, n'a pas eu besoin d'appui supplémentaire.
Mise à la disposition des opérations de maintien de la paix d'une base de données géospatiales (ou de cartes des Nations Unies) actualisée dans 2 domaines prioritaires	2	Bases de données géospatiales ont été mises à jour pour les missions en République centrafricaine et au Soudan du Sud.  Des données géospatiales devant servir à réviser les cartes profil régionales de l'Afrique centrale et les cartes profil du Cameroun ont été relevées.
Mise en place des outils informatiques expressément demandés par les opérations de maintien de la paix nouvellement créées dans les 10 jours suivant la demande	Oui	La MINUJUSTH a reçu les outils informatiques voulus dans les 10 jours suivant sa demande.

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix
 

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation de services d'appui informatique portant sur le réseau et les applications des missions, notamment de services de continuité des opérations et de reprise après sinistre, à l'intention de toutes les opérations de maintien de la paix et du BANUS	Oui	Des projets concernant un réseau étendu intelligent et un système d'allocation dynamique de la bande passante ont été menés à bien dans le but d'optimiser les connexions réseau avec les missions. Des exercices de reprise après sinistre ont été menés par les missions avec l'appui de la BSLB et de l'équipe chargée de la résilience opérationnelle.
Prestation de 6 000 services d'audioconférence et de visioconférence aux missions, dont l'assistance technique et l'appui opérationnel courant	4 286	Services d'audioconférence et de visioconférence. Le suivi des services de conférence collaboratifs est compris dans celui des ressources générales destinées aux systèmes de vidéoconférence.  Le produit est inférieur aux prévisions en raison du nouveau service de conférence collaboratif, dont l'utilisation n'est pas comptabilisée. Ce service permet à l'utilisateur final d'organiser une téléconférence avec un nombre prédéterminé

	de participants, l'appui administratif nécessaire étant réduit à la portion congrue. Il en résulte un gain d'efficacité, les ressources et infrastructures libérées étant alors mises à profit pour faire face à la demande constante de services de visioconférence dans les missions.
Établissement de cahiers des charges et d'évaluations techniques portant sur 5 contrats-cadres prévus, et suivi et administration de 39 contrats portant sur des services et du matériel informatiques et des services relatifs aux systèmes d'information géospatiale	Oui 5 cahiers des charges, concernant respectivement les services informatiques, les produits Cisco, l'alimentation sans interruption, les imprimantes et toners et le matériel de communication sans fil 38 contrats et 5 lettres d'attribution ont été supervisés et administrés.
Élaboration d'une matrice permettant d'évaluer la conformité aux exigences de sécurité informatique et de résilience opérationnelle, mis à jour tous les deux mois, pour les activités informatiques des missions et les systèmes reposant sur l'emploi de technologies informatiques	Oui Un outil informatique de planification et d'autoévaluation de la reprise après sinistre a été mis au point pour le site Web d'autoévaluation des missions, l'objectif étant de pouvoir superviser les activités des missions dans ce domaine.
Suivi et gestion des performances de tous les systèmes et infrastructures informatiques conformément aux meilleures pratiques du secteur	Oui Le suivi et la gestion des performances de tous les systèmes et infrastructures informatiques sont conformes aux meilleures pratiques du secteur.
Mise au point de l'architecture de la suite logicielle de perception de la situation créée pour les opérations de maintien de la paix et exécution du projet pilote dans 2 missions	Oui L'architecture de haut niveau de la suite logicielle de perception de la situation est achevée. Le projet pilote a été exécuté à la MINUSCA ; il est en cours à la MINUSS.
Mise en place d'un partenariat et exécution de projets pilotes portant sur la prestation de services géospatiaux basés sur des logiciels libres	Oui L'initiative portant sur les logiciels libres dans le domaine de l'information géospatiale a été présentée à la BSLB et au Centre de services régional d'Entebbe, et un atelier a été organisé en République de Corée.
Communication en temps voulu d'ensembles de données géospatiales fournies par 2 missions en vue de faire parvenir les informations nécessaires au Secrétariat en cas de crise	2 Des ensembles de données géospatiales provenant de la MINUSMA et de la MINUSS ont été collectées.
Optimisation des systèmes et infrastructures informatiques des opérations de maintien de la paix et du BANUS en vue de poser des bases solides permettant de satisfaire aux impératifs liés à Umoja-Démarrage et Umoja-Extension, à d'autres modules et aux normes IPSAS, d'améliorer la réactivité et la résilience, et de mettre au point et de déployer des systèmes de communication de l'information et d'informatique décisionnelle à l'appui d'Umoja	Il a en outre été procédé au traitement d'ensembles de données géospatiales utiles à l'examen des opérations de maintien de la paix obtenus auprès du BANUS et de la FISNUA.  Oui Apport des modifications demandées aux modules Umoja afférents aux finances, à la gestion des fonds, à la gestion des achats (« source to acquire ») et à la prestation de services, entre autres

Mise au point et déploiement d'améliorations substantielles apportées à des applications nouvelles ou existantes dans 5 missions au moins

Oui Mise au point et déploiement de modules et d'applications du logiciel Field Support Suite, ce qui comprend l'amélioration des applications existantes dans toutes les missions

## D. Département de la gestion

### a) Bureau du Secrétaire général adjoint

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services d'appui fonctionnel et technique à l'occasion d'une centaine de séances ou consultations de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix, et notamment conseils relatifs aux procédures, ainsi que pour l'élaboration d'une trentaine de projets de résolution et du même nombre de rapports de la Commission devant être soumis à l'Assemblée générale pour adoption	119	Séances et réunions informelles de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix se sont tenues et des conseils portant sur les procédures ont été fournis. Par ailleurs, un grand nombre de consultations informelles consacrées au maintien de la paix ont été tenues et ont reçu un appui.
	36	Projets de résolution et de décision ont été élaborés et adoptés par la Cinquième Commission
	30	Rapports de la Cinquième Commission ont été adoptés par l'Assemblée générale.
Élaboration, à l'intention des présidents de séance de la Cinquième Commission, de notes sur le programme de travail et l'état de la documentation et d'environ 25 notes de procédure consacrées à des questions relatives au maintien de la paix	Oui	Le programme de travail a été constamment actualisé, selon les besoins, avant, pendant et après chaque session.
	30	Notes de procédure ont été élaborées sur les questions relatives au maintien de la paix.
Administration et mise à jour des pages Web de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix	Oui	2 sites Web ont été gérés et mis à jour en permanence, ce qui englobe l'actualisation hebdomadaire et quotidienne du site Web public pendant les sessions, et l'organisation, la présentation et la tenue à jour de 6 673 pages d'informations supplémentaires concernant le maintien de la paix sur les outils eRoom et e-deleGATE de la Cinquième Commission.

**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 90 réunions du Comité des marchés du Siège et de 20 réunions du Comité central de contrôle du matériel	Oui	Le Comité des marchés du Siège et le Comité central de contrôle du matériel ont respectivement tenu 96 et 30 réunions.
Examen de 500 opérations d'achat et de 125 liquidations de biens	Oui	Au total, 429 opérations d'achat et 292 liquidations de biens ont été examinées. Le Comité des marchés du Siège a traité tous les dossiers qui lui ont été soumis pour examen. Le produit est inférieur au résultat escompté, les dossiers présentés ayant été moins nombreux que prévu.
Organisation de 3 missions d'appui visant à contrôler et à évaluer le fonctionnement des comités locaux des marchés dans les missions de maintien de la paix	3	Missions d'appui
Organisation de 15 sessions de formation portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel dans les opérations de maintien de la paix	15	Sessions de formation
Inscription de 130 membres du personnel supplémentaires aux modules de formation en ligne portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel	215	Membres du personnel supplémentaires ont été inscrits. Les formations en ligne du Comité des marchés du Siège, qui passaient auparavant par un fournisseur extérieur, relèvent désormais du Bureau de l'informatique et des communications.
Examen, par des experts indépendants de haut niveau, de 7 problèmes liés aux procédures d'achat	Non	Aucun problème pouvant faire l'objet d'un tel examen n'a été constaté durant la période considérée.
Fourniture d'une assistance aux activités d'appui au pré-déploiement, au déploiement et à la postproduction afin d'assurer l'intégration des fonctionnalités de la solution Umoja intégrée de gestion de la chaîne d'approvisionnement des opérations de maintien de la paix au système de gestion de la chaîne d'approvisionnement (phase 1), y compris le retrait de Galileo	Oui	Galileo a été mis hors service et remplacé par Umoja en septembre 2017. La mise à niveau et la stabilisation postdéploiement sont accomplies. Toutes les procédures liées aux stocks, au matériel ou aux actifs, y compris les rapports financiers y afférents, sont maintenant réalisées dans le module Umoja Chaîne d'approvisionnement.
Fourniture d'un appui à la conception, au prototypage, au développement et à l'essai des fonctionnalités de planification de l'offre et de la demande du système de gestion de la chaîne d'approvisionnement dans les phases 2 et 3	Oui	Des analyses techniques et fonctionnelles détaillées ont été effectuées et des maquettes et prototypes ont été préparés et présentés aux coordonnateurs des unités administratives. Une étude plus précise des exigences et des procédés est entreprise en parallèle.
Fourniture d'un appui aux activités de conception des fonctionnalités de gestion concernant les partenaires d'exécution	Oui	Le choix s'est porté sur le module de gestion des concédants SAP à l'issue d'une analyse concordance-écart. 6 grands défauts

- Fourniture d'un appui pour l'analyse, la mise à jour et l'essai des mises à niveau prévues du progiciel Umoja, et accompagnement de la gestion du changement
- Oui Les mises à niveau du progiciel ont été minutieusement planifiées, exécutées et documentées. Tout a été fait pour que les phases de mise au point, d'essai et d'assurance-qualité d'Umoja-Extension 2 se déroulent avec le moins de perturbations possibles. En outre, le logiciel de gestion des relations avec les fournisseurs et les portails libre-service-encadrement et personnel ont été mis à niveau avant la date prévue. Ces deux mises à niveau sont l'aboutissement de près de 9 mois de planification et d'essais préalables à l'introduction finale et concomitante dans l'environnement d'exploitation de Valence et de Brindisi.
- Fourniture d'une assistance aux activités de développement, de mise à l'essai, et d'appui au prédéploiement, au déploiement et à la postproduction des processus d'établissement du budget jusqu'en 2018
- Oui Après une série d'ateliers et plusieurs tests de validation, un prototype a été achevé fin juillet 2017. On a toutefois appris par la suite qu'une des applications ne serait plus fonctionnelle après 2020 et qu'aucun système de remplacement n'était disponible. Il a été décidé de créer en interne une solution sur mesure pour remplacer la fonctionnalité manquante. Cette solution est prête et sera mise en service à partir de septembre 2018.
- Fourniture d'un appui à l'amélioration continue d'Umoja, notamment en ce qui concerne le remboursement des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, et du portail des États Membres, s'agissant de l'état des contributions
- Oui 403 modifications demandées ont été apportées. Celles-ci consistent en des améliorations des processus, ainsi qu'en des changements moins complexes, qui permettent de renforcer petit à petit la facilité d'utilisation et la stabilité du progiciel. On retiendra notamment : l'automatisation de la mise à jour du barème des traitements, la création d'un portail Umoja-Personnel en matière de voyages qui soit plus intuitif, la simplification de la soumission des documents relatifs aux frais de voyage et l'automatisation des modifications de la base de données articles. En ce qui concerne le système de remboursement et de paiement aux pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, les travaux sont en cours et une première partie devrait être déployée à la fin de 2018.

Rédaction, au nom du Secrétaire général, de 350 décisions motivées statuant sur la recevabilité des demandes de contrôle hiérarchique présentées par des membres du personnel de maintien de la paix et, le cas échéant, sur la conformité des décisions administratives contestées avec les règles et directives applicables	737	Décisions motivées portant sur 737 demandes
Rédaction de 30 décisions motivées portant sur des demandes de suspension de l'exécution d'une décision administrative présentées au Secrétaire général dans les affaires relatives à la cessation de service d'agents de maintien de la paix	53	Décisions motivées portant sur 53 demandes
Recensement des problèmes systémiques concernant le pouvoir décisionnel des responsables en poste dans des missions de maintien de la paix et publication de directives fondées sur les enseignements tirés de l'expérience	Non	En raison du volume élevé de demandes, le projet de directives sur les enseignements tirés de l'expérience n'a pas été achevé.

#### b) Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
28 rapports sur l'exécution du budget et prévisions budgétaires pour 13 opérations de maintien de la paix en cours et le BANUS ; 1 rapport sur l'exécution du budget de l'ONUCI	24	Rapports sur l'exécution du budget et prévisions budgétaires pour 11 opérations de maintien de la paix en cours et le BANUS
	2	Rapports du Secrétaire général sur les projets de budget de la MINUJUSTH pour les exercices 2017/18 et 2018/19
	1	Rapport du Secrétaire général sur le budget révisé de la MINUAD pour l'exercice 2018/19
	3	Rapports du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la MINUSTAH, de la MINUL et de l'ONUCI
	2	Notes sur les modalités de financement de la MONUSCO et de la MINUSS pour l'exercice 2017/18
	1	Additif au rapport du Secrétaire général sur les ressources supplémentaires nécessaires à la MONUSCO pour l'exercice 2018/19
1 rapport mis à jour sur la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé	1	Rapport du Secrétaire général faisant le point de la situation financière de 29 opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé

10 rapports et notes, dont le rapport d'ensemble, sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix, du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, de la BSLB et du Centre de services régional d'Entebbe

18 dossiers d'information complémentaire remis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur 13 opérations de maintien de la paix en cours et le BANUS, ainsi que sur l'exécution du budget de l'ONUCI, de la BSLB, du Centre de services régional d'Entebbe et du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

Examen des réponses aux demandes de complément d'information formulées par des organes délibérants en ce qui concerne 13 opérations de maintien de la paix en cours ainsi que le BANUS, l'ONUCI, la BSLB, le Centre de services régional d'Entebbe, le compte d'appui et les questions transversales, et coordination des réponses

Un jeu d'états financiers conformes aux normes IPSAS et de notes y relatives pour chaque mission de maintien de la paix en cours ou terminée

7 Rapport d'ensemble du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (1) ; rapports sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (2) ; rapports du BSLB (2) ; rapports du Centre de services régional d'Entebbe (2)

En outre, les incidences financières sur le compte d'appui ont été prises en compte dans les prévisions révisées au titre des réformes de la gestion et des dispositifs de paix et de sécurité (voir [A/72/492/Add.1](#) et [A/72/772](#)).

1 Rapport du Secrétaire général sur l'examen approfondi du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

4 Notes du Secrétaire général sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ([A/C.5/72/21](#), [A/C.5/72/23](#), [A/C.5/72/24](#) et [A/C.5/72/25](#))

21 Dossiers d'information complémentaire (3 103 pages) ont été fournis pour 12 opérations de maintien de la paix en cours, la MINUSTAH, la MINUL, l'ONUCI, le BANUS, la BSLB, le Centre de services régional d'Entebbe et le compte d'appui.

Le produit est supérieur aux prévisions du fait de la fourniture de dossiers d'information complémentaire relatifs aux prévisions budgétaires de la MINUJUSTH pour 2017/18, au budget révisé de la MINUAD pour la même période et à l'exécution du budget de la MINUSTAH.

1 Demande de ressources préliminaires jusqu'en décembre 2017, aux fins du démarrage de la MINUJUSTH

3 Demandes de ressources supplémentaires pour la MINUSCA, la MINUSMA et la FNUOD, pour que ces missions puissent contracter des engagements en 2017/18

4 657 Pages de réponses écrites aux questions posées ont été publiées : 2 065 pages de réponses aux questions complémentaires posées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et 2 592 pages de réponses aux questions complémentaires posées par la Cinquième Commission

Oui Des états financiers conformes aux normes IPSAS pour la période 2017/18 ont été communiqués au Comité des commissaires aux comptes le 26 septembre 2018.

Mise en ligne d'informations concernant la situation des contributions, y compris les récapitulatifs et les contributions non acquittées	Oui	La situation des contributions, y compris des récapitulatifs, a été mise en ligne sur le portail Web des contributions de l'ONU à l'intention des États Membres, ainsi que des utilisateurs dans les bureaux des Nations Unies.
--	-----	---

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Aide apportée aux opérations de maintien de la paix dans le choix des banques qui assureront les services bancaires dont elles ont besoin	Non	À l'exception de la MINUJUSTH, qui a pu utiliser les services bancaires mis en place pour la MINUSTAH, aucune nouvelle mission n'a été créée au cours de la période considérée.

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Suivi de la délégation de pouvoir aux opérations de maintien de la paix	Oui	Approbation des membres du personnel chargés des questions financières et budgétaires, et délivrance et révocation de délégations d'autorité financière, de sorte qu'il n'y ait pas d'approbation ou de transaction financière non autorisée
Suivi des recommandations d'audit sur les aspects comptables et budgétaires des opérations de maintien de la paix	Oui	Examen et suivi des recommandations des auditeurs émanant des organes de contrôle concernant les aspects comptables et budgétaires des opérations sur le terrain pour assurer l'application en temps voulu de celles concernant le Bureau de la planification des programmes et de la comptabilité et superviser les questions de contrôle interne recensées par les commissaires aux comptes dans les missions
Examen et approbation de toutes les demandes de données de référence relatives au maintien de la paix	Oui	En moyenne, 2 200 demandes émanant de partenaires (1 400 prestataires commerciaux, 600 particuliers et 200 tiers), 15 demandes de données de références sur la prestation de services et 40 demandes de données de référence sur le bloc d'imputation ont été traitées chaque mois.
Examen de toutes les prévisions de dépenses relatives aux activités de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix	36	Demandes d'allocations budgétaires ont été examinées et traitées dans un délai de 5 jours ouvrables.
Directives formulées à l'intention de 13 opérations de maintien de la paix et du BANUS, du Centre de services régional d'Entebbe, de la BSLB et de 14	Oui	Des instructions ont été fournies aux fins de l'établissement des rapports sur l'exécution du budget de l'exercice 2016/17 et des budgets

départements et unités administratives du Siège, sur l'établissement de projets de budget et de rapports sur l'exécution du budget, y compris sur les règles, principes et procédures de gestion financière, la budgétisation axée sur les résultats, les recommandations des organes délibérants et la création des fonds d'affectation spéciale correspondants

Visites effectuées dans 6 opérations de maintien de la paix, à la BSLB et au Centre de services régional d'Entebbe pour donner des conseils stratégiques et fournir une assistance concernant les questions budgétaires et financières

Émission de 500 autorisations de financement et de 31 autorisations relatives aux tableaux d'effectifs pour les opérations de maintien de la paix, le BANUS, la BSLB, le Centre de services régional d'Entebbe, les départements et bureaux du Siège et les fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix

10 rapports financiers et autres communications financières adressés aux donateurs alimentant les fonds d'affectation spéciale pour le maintien de la paix

pour 2018/19 pour 11 opérations de maintien de la paix, le BANUS, la BSLB, le Centre de services régional et le compte d'appui, des rapports sur le budget de la MINUJUSTH pour 2018/19, du budget révisé de la MINUAD de l'exercice 2017/18 et des rapports sur l'exécution du budget de la MINUSTAH, de la MINUL et de l'ONUCI. En outre, des réunions de haut niveau se sont tenues sur l'élaboration des budgets de maintien de la paix et des réunions de travail ont été organisées à l'intention des départements et bureaux du Siège concernant l'établissement du projet de budget du compte d'appui. Par ailleurs, des directives ont été fournies de manière régulière.

La mise hors service du système Galileo a permis à la Division du financement des opérations de maintien de la paix de diriger, avec succès, le processus de validation financière aux fins du transfert de plus de 1 600 bons de commande, pour un montant total de 220 millions de dollars. Des directives et une formation ont été fournies aux missions sur les nouvelles structures et procédures financières liées à Umoja, et 3 visioconférences ont été organisées à cet effet

8 Visites effectuées dans 7 opérations de maintien de la paix et dans un atelier organisé à l'intention des chefs des services financiers et des principaux spécialistes des finances et du budget

400 Autorisations de financement ont été émises.

34 Autorisations concernant les tableaux d'effectifs pour 20 opérations de maintien de la paix, le BANUS, la Base de soutien logistique des Nations Unies, le Centre de services régional d'Entebbe et 14 départements et bureaux du Siège, ont été émises.

Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des besoins de la MINUJUSTH, de la MONUSCO et de la MINUAD.

1 Rapport financier – autre communication financière adressé

Le nombre de produits est inférieur aux prévisions en raison des demandes moins nombreuses émanant de donateurs.

Organisation et tenue de visioconférences avec des opérations de maintien de la paix, le BANUS, la BSLB et le Centre de services régional d'Entebbe, selon qu'il convient, sur les questions (relatives aux hypothèses, au budget et aux justifications) qui se posent lors de l'établissement de la version définitive des rapports relatifs à la présentation ou à l'exécution du budget

Fourniture de conseils sur la valorisation des avantages découlant de l'application des normes IPSAS

Fourniture de conseils sur le respect des normes IPSAS dans les missions

Fourniture de conseils aux opérations de maintien de la paix sur le Règlement financier et les règles de gestion financière, les conventions, procédures et pratiques comptables, et les assurances

Organisation de stages et élaboration de directives à l'intention des services financiers des missions sur l'amélioration des dispositifs de contrôle interne et les mesures à prendre en application des recommandations d'audit

Traitement de 20 000 paiements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs

Traitement de 10 000 demandes d'indemnité pour frais d'études et d'avances

Oui Des visioconférences ont été organisées chaque fois que nécessaire avec toutes les opérations en cours durant le processus d'examen du budget.

Des réunions d'examen de haut niveau portant sur l'établissement et l'exécution du budget pour le compte d'appui ont en outre été organisées.

Oui Les résultats de la valorisation des avantages des normes IPSAS ont été présentés au Comité directeur pour les normes IPSAS et il en a été rendu compte dans le rapport d'étape correspondant sur l'adoption des normes IPSAS par l'Organisation des Nations Unies (A/72/213).

Oui Le Service de l'information financière a dispensé en permanence des conseils et un appui pour répondre aux questions portant sur les directives et les modes de comptabilisation. Une assistance et des formations ont directement été fournies eu égard à certaines questions spécifiques, par le truchement : a) de visioconférences et de courriels ; b) d'un appui sur le terrain aux missions de maintien de la paix.

Oui Des orientations et des conseils sur la conformité aux normes IPSAS ont été fournis de manière continue dans le cadre de l'examen des comptes mensuels et de communications bilatérales. Une assistance a été fournie concernant l'examen et le suivi ayant fait suite à la mise hors service du système Galileo.

Oui Des formations sur les modules de gestion des actifs d'Umoja et l'abandon progressif de la méthode du coût standard pour les immobilisations en cours de construction ont été dispensées aux missions sur le terrain. Des visioconférences ont été organisées au sujet des mesures à prendre en application des recommandations d'audit concernant les comités chargés de la qualité de vie et des loisirs, ainsi que pour fournir des directives sur la clôture, rapide et exacte, des comptes de juin 2018.

Oui Plus de 15 135 paiements ont été traités, sans compter ceux effectués en faveur des États Membres et du personnel.

Oui Plus de 10 000 demandes d'indemnité pour frais d'études et d'avances ont été traitées.

Négociation et gestion de 12 contrats d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, notamment le contrat-cadre pour les opérations aériennes et la police mondiale d'assurance automobile	12 Contrats pour les opérations de maintien de la paix ont été négociés, mis en place et gérés.
Assurance maladie et assurance-vie pour tous les membres du personnel des opérations de maintien de la paix recrutés sur les plans international et national qui y ont droit et pour les personnes à leur charge	Oui Tous les membres du personnel recrutés sur le plan international remplissant les conditions requises et tous ceux recrutés sur le plan national ont pu souscrire, s'ils en décidaient ainsi, au plan d'assurance maladie pour eux-mêmes et les personnes à leur charge. Une assurance-vie a été proposée à tous les membres du personnel qui y avaient droit.
Traitement des demandes d'indemnisation relatives au maintien de la paix présentées aux compagnies d'assurance privées et examen des demandes par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation	Oui Toutes les demandes d'indemnisation complètes ont été transmises au Service des assurances et des décaissements et examinées, traitées ou réglées au titre des polices d'assurance concernées. Toutes les demandes d'indemnisation complètes ont été examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation et son secrétariat lors des réunions mensuelles du Comité.
Envoi en temps voulu des avis de mise en recouvrement et des rappels aux États Membres ayant des arriérés de contributions	Oui 51 avis de mise en recouvrement et 15 récapitulatifs de crédit ont été établis et envoyés en temps voulu aux États Membres. Des rappels détaillés concernant les arriérés de contributions ont été adressés aux États Membres.
Traitement de 3 500 liquidations de placements effectués pour les opérations de maintien de la paix conformément aux normes de la profession	636 liquidations de placements effectuées pour les opérations de maintien de la paix conformément aux normes de la profession Le nombre de produits inférieur aux prévisions s'explique par le changement intervenu dans l'enregistrement et la tenue des dépôts et retraits de liquidités des fonds participants au fonds de gestion centralisée des liquidités depuis la mise en service d'Umoja dans les entités du groupe 4. Avec le système Umoja, les transferts électroniques de fonds au titre de placements ne sont plus utilisés.
Traitement de quelque 3 000 reçus fournis par les États Membres concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix et tenue à jour d'un registre précis des contributions non acquittées	Oui Environ 3 775 reçus ont été délivrés aux États Membres concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix, et le registre des contributions a été tenu à jour avec exactitude et en temps voulu.
Fourniture en temps voulu au Comité des contributions de toutes les données demandées	Oui Toutes les données demandées ont été fournies au Comité des contributions dans les délais.

Délégation aux fonctionnaires des finances des missions de maintien de la paix de pouvoirs nécessaires pour assumer les fonctions d'agent ordonnateur	Oui	Toutes les délégations de pouvoir d'ordonnancement ont été traitées par le truchement des comptes utilisateurs, dans le portail Umoja.
Placement, conformément aux règles de l'ONU, des fonds en dollars inscrits dans les comptes des opérations de maintien de la paix	Oui	Les fonds en dollars inscrits sur les comptes des opérations de maintien de la paix ont été placés conformément aux règles de l'ONU.
Exécution de quelque 1 550 virements électroniques de fonds, 950 opérations de change et 530 liquidations de placements	Oui	Environ 2 013 opérations de change et 636 liquidations de placements ont été exécutées.
Traitement de quelque 260 000 paiements au titre des opérations de maintien de la paix	Oui	Environ 260 000 paiements ont été exécutés au titre des opérations de maintien de la paix
Traitement de quelque 1 800 virements, d'un montant total d'approximativement 1,6 milliard de dollars, sur des comptes bancaires gérés par les missions de maintien de la paix	Oui	Quelque 3 300 virements, d'un montant total d'approximativement 1,6 milliard de dollars, sur des comptes bancaires gérés par les missions de maintien de la paix ont été traités
Traitement d'environ 120 changements de signataire autorisés pour les opérations bancaires effectuées sur les comptes de missions clientes	Oui	Environ 120 changements de signataire autorisés pour les opérations bancaires sur les comptes gérés par les missions de maintien de la paix ont été traités.
Maintenance, mise à jour et utilisation de systèmes d'informatique budgétaire et financière ; gestion de la structure des données et contrôle du système	Oui	Les systèmes ont été mis à jour, entretenus et exploités conformément aux exigences du Bureau. Un appui a été fourni après la mise en service d'Umoja, y compris pour la gestion des données de référence, les questions financières, bancaires et de trésorerie, dans la limite des ressources approuvées.
Tenue à jour du plan comptable et autres données à caractère financier ; développement et perfectionnement d'applications spécialisées	Oui	Un appui à la gestion des données de référence financières liées à Umoja a été mis en place. La tenue à jour et l'amélioration des formulaires budgétaires et des bases de données des contingents se sont poursuivies.
Amélioration de la qualité des rapports de gestion financière	Oui	L'amélioration des rapports financiers pour tenir compte d'Umoja dans le cadre des missions de maintien de la paix s'est poursuivie, tandis que ceux déjà intégrés ont été actualisés selon que de besoin. Une formation continue a été dispensée à l'intention des usagers à l'échelle mondiale concernant l'utilisation des rapports d'informatique décisionnelle.

## c) Bureau des ressources humaines

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Publication d'un rapport annuel sur la composition du personnel du Secrétariat et des missions	2	Rapports ont été publiés : le rapport du Secrétaire général intitulé « Composition du Secrétariat : données démographiques relatives au personnel » (A/72/123) ; le rapport du Secrétaire général intitulé « Composition du Secrétariat : personnel fourni à titre gracieux, fonctionnaires retraités et consultants et vacataires » (A/71/360/Add.1)
Publication en ligne, à l'intention des États Membres, de rapports sur la gestion des ressources humaines dans les opérations de maintien de la paix, appui dispensé à 300 utilisateurs dans les missions permanentes et publication d'autres rapports ponctuels sur les ressources humaines en réponse aux demandes émanant des États Membres	Oui	Des rapports ont été publiés en ligne ; un appui a été fourni à 143 États Membres ; 10 172 visites ont été enregistrées sur le site Web HR Insight et 117 demandes ont été reçues.

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation d'avis juridiques sur des points de droit administratif, représentation de l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif et traitement des affaires disciplinaires renvoyées au Bureau par le Département de l'appui aux missions	Oui	Le Bureau a fourni des avis juridiques au personnel du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix et traité 232 affaires disciplinaires concernant les opérations de maintien de la paix et 221 recours déposés par leur personnel, et a conseillé et représenté l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif ou lors du règlement à l'amiable de différends.
Modifications apportées au Statut et au Règlement du personnel et publication de politiques nouvelles et révisées concernant les conditions d'emploi du personnel des opérations de maintien de la paix ; fourniture d'orientations générales à l'ensemble du personnel des opérations de maintien de la paix sur la mise en œuvre des mesures de gestion des ressources humaines régissant leurs conditions d'emploi à l'issue de la mise en service d'Umoja dans le groupe 5	Non	Les modifications proposées au Statut et au Règlement du personnel tenant compte des directives de la CFPI sur l'emploi d'administrateurs recrutés sur le plan national ayant été approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 72/255, ont été préparées et seront examinées par l'Assemblée à sa soixante-treizième session. Un projet d'instruction administrative réglementant les opérations de réduction des effectifs a été élaboré.

Fourniture d'orientations générales et d'un appui au Département de l'appui aux missions, au Département des opérations de maintien de la paix et aux missions de terrain sur des questions de gestion des ressources humaines intéressant les fonctionnaires en poste dans des opérations de maintien de la paix, notamment sur les cadres pertinents, et l'élaboration, l'interprétation et le respect des règles et règlements applicables

Oui 254 cas de conseils pratiques fournis par oral et par écrit

66 journées de travail consacrées à la participation active à des réunions (avec la Commission de la fonction publique internationale, le Comité Administration-personnel, le Réseau ressources humaines, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission) sur des sujets concernant directement le personnel de terrain et le personnel des missions

103 journées de travail consacrées à la fourniture d'un appui à l'élaboration de politiques visant à renforcer la riposte des Nations Unies à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et d'autres politiques directement liées à ce sujet

464 mesures d'appui à la gestion des indemnités versées au personnel de terrain

57 instructions administratives et circulaires élaborées et publiées

5 examens de demandes spéciales d'indemnités journalières de subsistance pour le personnel de terrain

Mise en œuvre du nouvel ensemble des prestations offertes par les organisations appliquant le régime commun destiné à tous les fonctionnaires recrutés sur le plan international en poste sur le terrain, notamment l'élaboration d'un nouveau barème des traitements pour les agents du Service mobile

Oui Les modifications qu'il convient d'apporter au Statut et au Règlement du personnel et les textes administratifs relatifs à la mise en œuvre du nouvel ensemble de prestations des organisations appliquant le régime commun ont été promulgués. En outre, des activités de plaidoyer ont été menées auprès de la CFPI aux fins de l'institution d'une prime de fin de service et de l'élément famille non autorisée dans les lieux d'affectation D et E, où les conditions extrêmement difficiles et l'absence d'installations essentielles empêchent le personnel recruté sur le plan international de faire venir les membres de leur famille, mais où les conditions de sécurité ne conduisent pas à désigner ces lieux famille non autorisée. Le barème des traitements fixé pour les agents du Service mobile a été révisé et prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Élaboration d'une politique générale rationalisée, simplifiée et modernisée en matière de gestion des ressources humaines applicable sur le terrain, en vue d'un déploiement rapide en cas d'urgence et dans les opérations de renfort

Oui Un examen complet du Statut et du Règlement du personnel visant à rationaliser et à simplifier la politique générale a été coordonné et appuyé. Les modifications à apporter qui en ont découlé seront examinées par l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session. Si elle est approuvée, la politique permettra de jeter les bases du

Publication de communications destinées aux fonctionnaires en poste sur le terrain au sujet de la politique générale et de leurs conditions d'emploi, y compris les syndicats du personnel de terrain	renforcement de la délégation de pouvoirs pour tous les responsables, y compris les chefs de missions, ce qui contribuera ainsi à réduire les retards.
Établissement de profils d'emploi types afin de rationaliser et de normaliser les titres fonctionnels, les grades, les attributions et les responsabilités du personnel de terrain ce qui facilitera la mise en œuvre du nouveau dispositif mondial de mobilité et d'organisation des carrières	<p>Oui Des communications ont régulièrement été adressées au personnel de direction et aux représentants du personnel des missions dans le cadre du processus consultatif mis en place en vue d'aboutir à la promulgation de textes administratifs nouveaux, révisés ou actualisés et des modifications devant être apportées au Statut et au Règlement du personnel.</p> <p>Non Aucune aide supplémentaire n'a été demandée au Bureau de la gestion des ressources humaines en raison du nombre considérable de profils d'emploi types établis par la Division du personnel des missions dans le cadre de son opération de classement des postes à l'échelle des pays.</p>
Réalisation de 18 enquêtes intermédiaires sur les traitements dans les opérations de maintien de la paix à la demande du Comité local d'enquête sur les conditions d'emploi	<p>Oui Des enquêtes générales sur les salaires ont été menées dans les missions suivantes : FISNUA, MINUJUSTH, UNFICYP et UNMOGIP ; 10 lieux d'affectation (quartiers généraux des missions ou lieux d'affectation situés dans les zones de missions) ont demandé des enquêtes intermédiaires sur les traitements ; 20 barèmes des traitements applicables aux catégories des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national ont été examinés ; les enquêtes intermédiaires sur les traitements sont menées à la demande des lieux d'affectation.</p>
Fourniture de conseils à 13 missions de maintien de la paix et au BANUS sur la délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines, avec visites d'appui sur site	<p>13 Missions de maintien de la paix et le BANUS ont bénéficié de conseils.</p>
Présentation de rapports sur le tableau de bord des résultats de la gestion des ressources humaines de 13 missions et du BANUS, notamment à l'intention du Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires, du Comité de gestion et du Groupe d'évaluation de la performance	<p>13 Missions de maintien de la paix et le BANUS ont présenté des rapports sur le tableau de bord des résultats de la gestion des ressources humaines.</p>
Mise en œuvre du nouveau dispositif de sélection du personnel et d'encadrement de la mobilité destiné au personnel du réseau Paix et questions politiques et humanitaires et du réseau ITECNET en 2017 et des 2 réseaux supplémentaires en 2018 dans 13 missions de maintien de la paix et le BANUS	<p>Oui Avant que le Secrétaire général ne décide de suspendre la mise en œuvre du dispositif de mobilité (en décembre 2017), le réseau Paix et questions politiques et humanitaires a mené 2 campagnes de sélection du personnel et 1 campagne de réaffectation au titre de la mobilité encadrée (2017) et le réseau ITECNET a mené 1 campagne de sélection du personnel et 1 campagne de réaffectation au</p>

Organisation de visioconférences, de webinaires et de réunions d'information sur le nouveau dispositif de sélection du personnel et d'encadrement de la mobilité à l'intention du personnel du réseau Paix et questions politiques et humanitaires et du réseau ITECNET, ainsi que des 2 autres réseaux	titre de la mobilité encadrée (2017). Toutes les sélections et les réaffectations ont été achevées en août 2018. Aucun nouveau réseau n'a été mis en place à la suite de la décision du Secrétaire général de suspendre la mise en œuvre du dispositif de mobilité.
Vérification et validation des compétences de 30 chefs ou fonctionnaires de rang équivalent exerçant des fonctions d'administration et de gestion des ressources humaines au Département de l'appui aux missions et dans les missions de maintien de la paix	Oui Une stratégie de communication solide a accompagné la mise en œuvre du dispositif de mobilité, à la fois dans le réseau Paix et questions politiques et humanitaires et dans le réseau ITECNET, de manière à tenir les candidats, les directeurs de programme, les partenaires des ressources humaines et les membres du personnel informés du nouveau système. Les outils ci-après ont été utilisés : des webinaires, des réunions en personne, une section spécifique sur le portail des ressources humaines (qui est régulièrement actualisée pour informer les candidats du calendrier des prochaines évaluations) et des articles sur iSeek.
Mise en place de 6 à 8 campagnes de communication visant à trouver des candidats à des postes dans les missions et au Siège à l'appui des opérations de maintien de la paix	Oui Au total, 20 demandes concernant la désignation des candidats sélectionnés pour exercer des fonctions majeures dans le domaine de la gestion des ressources humaines pour les missions ont été examinées et, par la suite, approuvées. En outre, conformément aux prescriptions globales relatives à la désignation, 17 demandes de désignation des candidats appelés à exercer des fonctions majeures dans d'autres domaines de la gestion des ressources ont été approuvées par le Bureau.  7 Campagnes de communication ont été lancées pour le Canada, les États-Unis, le Japon, Monaco, Oman, la République de Corée et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La vaste présence sur les réseaux sociaux et dans les salons de recrutement virtuels, ainsi que la coordination efficace avec le Département de l'appui aux missions et la Division du personnel des missions eu égard à la communication dans les missions se sont révélées utiles dans le cadre du renforcement de la communication et de la sensibilisation relatives aux ressources humaines à l'échelle mondiale.
Organisation de l'Examen d'aptitudes linguistiques dans 13 opérations de maintien de la paix et le BANUS afin de permettre aux fonctionnaires de faire valider leur aptitude dans une ou plusieurs des 6 langues officielles de l'ONU	Oui Des examens d'aptitudes linguistiques ont été proposés à 377 membres du personnel des opérations de maintien de la paix.

Réalisation de tests de présélection types, d'épreuves visant à évaluer les connaissances de fond et d'entretiens d'appréciation des compétences des candidats aux postes vacants dans les opérations de maintien de la paix par l'intermédiaire des réseaux Paix et questions politiques et humanitaires et ITECNET

Oui Afin d'examiner le grand nombre de candidatures reçues à la suite des campagnes de sélection du personnel menées dans le cadre du dispositif de mobilité (plus de 130 000 en 2016 et 2017), les outils d'évaluation ci-après ont été utilisés et optimisés dans le cadre des procédures de recrutement du réseau Paix et questions politiques et humanitaires et du réseau ITECNET : un questionnaire d'auto-évaluation, un test de présélection type, un test sur l'aptitude à la rédaction, une épreuve visant à évaluer les connaissances de fond, un examen de la conformité des candidatures effectué par des experts en la matière et l'élaboration d'un entretien vidéo préenregistré visant à évaluer les compétences linguistiques et d'un entretien axé sur les compétences.

Fourniture d'une assistance (modes d'emploi et autres outils) aux missions en vue de la mise en œuvre du système de gestion des aptitudes Inspira

Oui Une assistance a été fournie selon que de besoin aux missions, par téléphone et par courriel. En outre, un stage de formation à l'intention de 40 spécialistes des ressources humaines affectés dans les missions a été mené au Centre de services régional d'Entebbe concernant les politiques, processus et procédures de gestion des ressources humaines et les objectifs stratégiques en matière de ressources humaines. Un certain nombre d'améliorations ont été apportées au module de gestion des effectifs d'Inspira, ce qui a permis de faciliter l'examen de l'éligibilité des candidats et les processus d'enregistrement de l'évaluation des candidatures et de collecte d'informations y relatives.

Fourniture à l'ensemble du personnel des opérations de maintien de la paix d'instructions, de conseils, d'une assistance, d'une formation, de communications, d'un suivi et d'une évaluation concernant la gestion de la performance, au moyen de visioconférences, de réunions organisées via WebEx, de séances d'information et de téléconférences

315 Membres du personnel des missions ont été formés.  
Le plan de formation a été réduit, étant donné que l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) chargé de la question n'a pas été approuvé pour l'exercice 2017/18.

Prestation à l'ensemble du personnel des missions de services actualisés de formation, d'orientation et d'assistance en ligne concernant le système e-Performance, en application de la politique applicable à l'ensemble du personnel des missions

100 Membres du personnel des missions ont été formés.  
Le plan de formation a été réduit, étant donné que l'emploi de temporaire (autre que pour les réunions) chargé de la question n'a pas été approuvé pour l'exercice 2017/18.

Tenue de 2 800 séances de consultation et fourniture de conseils sur diverses questions relatives à la gestion des ressources humaines dans les opérations de maintien de la paix, y compris l'octroi d'engagements continus et les examens des prestations réalisés par la CFPI

Oui Environ 2 990 consultations et conseils ont été fournis afin que le Statut et le Règlement du personnel de l'ONU, les politiques et les bonnes pratiques soient appliqués systématiquement et comme il se doit, notamment les modifications apportées aux droits à prestation à la suite de l'examen y relatif réalisé par la CFPI. Le nombre de consultations sur la cessation de service des membres du personnel est resté élevé, compte tenu de la clôture ou de la reconfiguration de missions et des réductions d'effectifs qui y sont opérées. Le Bureau des ressources humaines a continué d'organiser des consultations et de fournir des conseils, à intervalles réguliers, sur les contrats des hauts responsables aux niveaux des secrétaires généraux adjoints et des sous-secrétaires généraux dans les opérations de maintien de la paix, ainsi que sur l'examen de la transformation des contrats en engagement continu.

Fourniture d'un soutien administratif en réponse à quelque 300 demandes portant sur des questions telles que la cessation de service résultant, par exemple, d'un examen des effectifs civils et de la clôture des missions de maintien de la paix ou encore pour des raisons de santé, les activités extérieures, le congé spécial à plein traitement ou à demi-traitement, l'aide aux familles, la levée des privilèges et immunités, la révision de décisions administratives, les recours et les dérogations au Statut et au Règlement du personnel

Oui Un appui a été fourni concernant plus de 700 demandes de soutien administratif nécessitant l'approbation du Secrétaire général, de la Secrétaire générale adjointe à la gestion, de la Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines et du Bureau de la gestion des ressources humaines. Le renforcement substantiel de l'appui fourni s'explique principalement par le nombre élevé de contrats ayant pris fin en raison de la transition entre la MINUSTAH et la MINUJUSTH, de la clôture de la MINUL et de la réduction des effectifs ou de la restructuration opérées dans d'autres missions. L'appui fourni dans d'autres domaines, tels que la cessation de service pour des raisons de santé, le licenciement amiable, les congés spéciaux ou les dérogations au Règlement du personnel, est resté inchangé.

Élaboration de normes visant à renforcer la sécurité des patients et améliorer la qualité des soins prodigués dans les établissements médicaux de l'ONU implantés dans les opérations de maintien de la paix

Oui Des normes relatives à la qualité des soins de santé et à la sécurité des patients ont été établies et approuvées par les États Membres lors d'une conférence tenue à Brindisi en août 2018.

Organisation d'une (1) réunion régionale des chefs des services médicaux et des infirmiers en chef

Oui Une réunion des chefs des services médicaux et des médecins des forces a été organisée en mai 2018. Au cours de la réunion, une formation a été organisée sur l'appréciation des risques pour la santé et la délégation de pouvoirs eu égard à l'établissement de certificats d'aptitude médicale pour le

Communication de 3 rapports d'inspection d'installations médicales de missions, selon les demandes, et d'un (1) centre régional d'évacuation sanitaire relié aux opérations de maintien de la paix	personnel militaire et civil et au traitement et à la gestion des congés de maladie.
10 sessions de formation médicale continue organisées à l'intention du personnel médical sur le terrain via WebEx	Non Aucune demande d'inspection n'a été reçue durant la période considérée. 1 Inspection d'installations médicales a été réalisée à Chypre en vue d'une certification en tant que centre régional d'évacuation sanitaire.
Gestion active des cas concernant 90 % des membres du personnel remplissant les critères applicables au congé maladie de longue durée	Oui 14 sessions de formation organisées via WebEx
Suivi des certificats médicaux d'aptitude établis sur le terrain ; établissement de certificats médicaux d'aptitude au recrutement d'observateurs militaires et de personnel de police des Nations Unies ; organisation d'entretiens préparatoires ; conduite de consultations médicales préalables à l'envoi en mission ; vaccination du personnel détaché sur le terrain	Oui 100 % des cas de congés maladie de longue durée (>60 jours) ont été traités.  Oui Les certificats médicaux d'aptitude de 1 214 membres du personnel ont été contrôlés ; 4 850 observateurs militaires et membres du personnel de la police des Nations Unies ont été déclarés aptes à exercer leurs fonctions à l'issue d'un examen médical ; 1 879 consultations médicales ont été effectuées et 761 membres du personnel ont été vaccinés.
Fourniture de 250 prises en charge et consultations pour les problèmes de santé mentale ; organisation de 12 ateliers de préparation et de renforcement de la capacité de résistance à l'intention du personnel détaché sur le terrain ; évaluations psychosociales, conseils et formation dans une mission de maintien de la paix	Oui 248 prises en charges et consultations ont été effectuées, 1 atelier de préparation a été organisé, 15 ateliers de renforcement de la capacité de résistance se sont tenus, et des évaluations psychosociales, des conseils et des formations ont été dispensés dans 2 missions de maintien de la paix (MINURSO et MINUJUSTH).  La demande d'organisation d'ateliers de formation au renforcement de la capacité de résistance a augmenté, tandis que la demande relative au programme de préparation a fortement diminué en raison de la baisse du nombre d'affectations provisoires et de vacances de postes temporaires dans les missions.  En outre, 2 sessions de formation de formateurs ont été organisées à Brindisi à l'intention des conseillers sur le terrain, dans le cadre du programme de renforcement de la résistance, ce qui a permis de disposer de nouveaux formateurs dans l'ensemble du système, notamment à la MINUAD, à la MINUSS, à la MINUSMA et à la MONUSCO.

### d) Bureau des services centraux d'appui

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Recensement des dossiers de la MINUL qui doivent être archivés aux fins de leur transfert immédiat au Siège	Oui	La MINUL a recensé et transféré 1 008 mètres linéaires de dossiers papier et 5 téraoctets de dossiers numériques, ce qui a doublé le volume des archives numériques et augmenté le volume d'archives papier de 8,9 %. En outre, la MINUSTAH a recensé et transféré 614 mètres linéaires de dossiers papier et 7 téraoctets de dossiers numériques.
Traitement de 1 000 demandes de communication de documents d'archives relatives au maintien de la paix émanant de l'Organisation et des États Membres	1 401	Demandes concernant des documents d'archives relatives au maintien de la paix émanant du Secrétariat, des États Membres et du public ont été traitées.
Mise en ligne de 50 000 pages d'archives sur les opérations de maintien de la paix en consultation publique sur le site Web de l'ONU	Non	Les ressources étant limitées, aucune archive supplémentaire n'a pu être numérisée et téléchargée sur le site Internet de l'ONU afin que le public puisse les consulter.

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise à la disposition du personnel du Siège (fonctionnaires et contractuels) dont les postes sont imputés au compte d'appui de bureaux et de services d'appui connexes répondant aux normes en vigueur	Oui	Des bureaux répondant aux normes en vigueur et des services d'appui connexes ont été fournis au personnel chargé d'appuyer les opérations de maintien de la paix.
Formations et certifications des gestionnaires de biens dans l'ensemble des opérations de maintien de la paix	Oui	Un module de formation et un programme de certification des gestionnaires immobiliers et des administrateurs chargés de la gestion des immobilisations corporelles ont été lancés. Le cadre de gestion des immobilisations corporelles a été mis en œuvre dans l'ensemble de l'Organisation et les besoins de formation en la matière ont été satisfaits.
Négociation ou renégociation avec des compagnies aériennes de 45 accords visant à réduire les coûts des voyages à destination des opérations de maintien de la paix	Oui	51 accords ont été renégociés.
Réponse à des demandes de conseils formulées par les missions de maintien de la paix quant à la mise en œuvre des politiques et procédures spécifiques	Oui	Des réponses ont été données sur le forum en ligne, sur le progiciel iNeed, par téléphone et par courriel.

relatives aux voyages aériens et aux expéditions, au moyen des plateformes suivantes : forum en ligne de l'application Communautés de Unite, progiciel iNeed, téléphone et courriel

Fourniture de 24 sessions de téléconférence vidéo réunissant les Groupes des voyages des missions et portant sur l'évolution en cours des secteurs du voyage et du transport, ainsi que sur les procédures Umoja liées aux voyages et les problèmes afférents

Inspection de 5 600 ordres de mission et traitement de 6 500 documents de voyage, 1 300 demandes de visa et 800 enregistrements en pays hôte

Oui 24 sessions ont été organisées.

3 124 Autorisations de voyage ont été vérifiées.

4 837 Titres de voyage ont été vérifiés.

1 352 Demandes de visa ont été vérifiées.

1 070 Enregistrements auprès du pays hôte ont été vérifiés.

Le nombre moins élevé que prévu de vérification des autorisations de voyage s'explique par la réduction continue du budget de voyages des clients, en plus du fait que les modalités de voyage se sont complexifiées étant donné que plus de voyages ont été combinés. Le nombre de titres de voyage traités moins élevé que prévu s'explique par le fait que les demandes de renouvellement ont été introduites tard, et le volume élevé de documents à traiter devrait se poursuivre au cours de l'exercice 2018/19. Le nombre d'inscription dans les pays hôtes a été plus élevé que prévu car la Section des voyages et des transports avait prié les fonctionnaires de vérifier leur situation.

298 Calculs ont été effectués.

Calcul des montants forfaitaires à verser pour 300 demandes de voyage au titre du congé dans les foyers déposées par des fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions au Siège

Tri et acheminement du courrier et de la valise diplomatique en provenance et à destination du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et de toutes les opérations de maintien de la paix

Oui 616 986 courriers (poste ou messagerie) ont été traités.

17 150 kilogrammes de courrier de la valise diplomatique ont été traités.

202 valises diplomatiques ont été contrôlées, inspectées et livrées.

Exécution, à la MINUSMA, d'un programme de gestion des dossiers électroniques conforme aux règles de tenue des registres de l'ONU

Oui En raison d'une demande urgente, la priorité a été donnée à la FISNUA, laquelle a reçu un appui pour mettre en place un programme de gestion des dossiers. La visite s'est poursuivie à la MINUSS, à proximité de la FISNUA, et des conseils ont été prodigués en matière de gestion des dossiers.

<p>Organisation d'un atelier sur la gestion des enregistrements numériques et de l'information au Centre de services régional, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, à l'intention des chargés de liaison de toutes les opérations de maintien de la paix</p>	<p>Non Faute de ressources, la Section des archives et de la gestion des dossiers a reporté à l'exercice 2018/19 la tenue de l'atelier sur la gestion des enregistrements numériques et de l'information au Centre de services régional.</p>
<p>Émission de 1 500 bons de commande, 230 contrats-cadres, avenants compris, et de 350 contrats classiques, avenants compris, pour appuyer les opérations de maintien de la paix</p>	<p>1 031 Bons de commande ont été émis. 225 Contrats-cadres ont été émis. 218 Contrats classiques, avenants compris, ont été émis pour appuyer les opérations de maintien de la paix.</p>
<p>Organisation de séminaires d'entreprises dans 25 lieux différents à l'intention de pays en développement ou en transition et formation de 10 membres du personnel des chambres de commerce aux procédures d'agrément des fournisseurs</p>	<p>Oui 57 séminaires ont été organisés dans différents lieux, dont 40 dans des pays en développement et 2 dans des pays en transition. 15 représentants de chambres de commerce ou d'organismes nationaux similaires ont reçu une formation aux procédures et pratiques d'agrément des fournisseurs et de passation des marchés en général en vigueur à l'ONU.</p>
<p>Suite donnée dans un délai d'un (1) mois aux demandes d'inscription au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies soumises par les fournisseurs ayant participé à des séminaires organisés à leur intention</p>	<p>Oui 4 865 entreprises ont participé aux séminaires organisés à leur intention. Des communications de suivi ont été envoyées dans un délai d'un mois à ceux qui avaient participé aux séminaires.</p>
<p>Examen de 1 000 demandes d'accréditation au niveau 1 présentées par des fournisseurs, et de 200 au niveau 2</p>	<p>3 488 Demandes au niveau 1 ont été examinées. 170 Demandes au niveau 2 ont été examinées. Au total, 3 488 demandes d'accréditation au niveau 1 ont été reçues et examinées ; 1 919 ont été acceptées. Au total, 170 demandes d'accréditation au niveau 2 ont été reçues et examinées ; elles ont toutes été acceptées.</p>
<p>Lancement de 73 nouveaux appels d'offre internationaux à l'appui des opérations de maintien de la paix, concernant toute la gamme du matériel et du soutien génie, l'organisation en modules, les véhicules, les véhicules blindés, les véhicules aéroportuaires spécialisés et le matériel de manutention (y compris les pièces de rechange et le service après-vente), le carburant (y compris des contrats clefs en main), les rations, les fournitures générales, le matériel et les services médicaux et de sécurité, ainsi que l'informatique et les communications</p>	<p>88 Nouveaux appels d'offre internationaux concernant le matériel et le soutien de génie, les véhicules, le carburant, y compris les contrats clefs en main, les rations, les fournitures générales, le matériel et les services médicaux et de sécurité, ainsi que l'informatique et les communications ont été lancés.</p>
<p>Lancement de 220 nouveaux appels d'offre internationaux à l'appui des missions de maintien de la paix concernant les mouvements de passagers et de marchandises, les marchés d'affrètement aérien</p>	<p>314 Nouveaux appels d'offres internationaux à l'appui des missions de maintien de la paix concernant les mouvements de passagers et de marchandises, les marchés d'affrètement aérien et maritime à long terme, les opérations</p>

et maritime à long terme, les opérations de transit, et les services de logistique et d'aviation

Organisation de 22 visites sur le terrain pour des conférences de soumissionnaires et des négociations préalables à l'attribution de marchés pour les nouveaux appels d'offres ; participation à 5 salons professionnels et sectoriels afin de maximiser la concurrence ; participation à la conférence sur la gestion des contrats portant sur les rations organisée par le Département de l'appui aux missions à la BSLB ; et organisation de 7 visites d'assistance en matière d'achats.

Examen de 200 demandes de délégation de pouvoirs pour les achats locaux et de 100 dossiers présentés aux comités locaux des marchés et au Comité des marchés du Siège concernant un dépassement des limites prévues par les délégations de pouvoirs accordées aux missions pour les achats

Examen technique et appui administratif pour 286 contrats-cadres complexes d'un montant élevé (30 contrats d'achat de véhicules, 80 contrats d'achat de carburant, de rations et de fournitures, 32 contrats d'achat de services de génie, 10 contrats d'opérations de fret, logistiques et de transport maritime à long terme, 100 contrats de transport aérien et d'aviation à long terme et 34 contrats dans les domaines de l'informatique et des communications) à l'appui des opérations de maintien de la paix

Formation de 100 membres du personnel du Siège et des missions à la passation de marchés, lors de séminaires assurés par la Plateforme de formation en ligne aux achats

Inscription de 30 membres du personnel du Siège et des opérations sur le terrain à des cours dispensés par des organismes externes, y compris des stages et séminaires en ligne, débouchant sur une certification professionnelle en matière de passation de marchés

Formation de 35 membres du personnel à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de valeur et à la passation de marchés pour le carburant, les rations, les véhicules et l'affrètement aérien et maritime, et autres stages de formation spécialisée

de transit, et les services de logistique et d'aviation ont été lancés.

23 Visites sur le terrain pour des conférences de soumissionnaires et négociations préalables à l'attribution de marchés pour les nouveaux appels d'offres ont été organisées.

12 Salons professionnels et sectoriels ont été visités afin de maximiser la concurrence.

1 Participation à la conférence sur la gestion des contrats portant sur les rations organisée par le Département de l'appui aux missions

148 Demandes de délégation de pouvoir pour les achats locaux ont été examinées.

90 Dossiers présentés aux comités locaux des marchés et au Comité des marchés du Siège ont été examinés.

343 Contrats ont été gérés, dont 65 contrats d'achat de véhicules, 87 contrats d'achat de carburant, de rations et de fournitures, 44 contrats d'achat de services du génie, 132 contrats d'opérations de fret, de transport aérien et d'aviation à long terme et 15 contrats dans les domaines de l'informatique et des communications. En outre, le Bureau régional d'achat a géré 69 contrats.

815 Membres du personnel du Siège et des missions ont été formés à la passation de marchés lors de séminaires organisés par la Plateforme de formation en ligne aux achats.

Le nombre plus élevé que prévu s'explique par les efforts continus qui ont été faits aux fins de la professionnalisation de la fonction de passation des marchés ainsi que par le lancement de la Plateforme de formation en ligne aux achats et de la communication y afférente.

39 Membres du personnel ont pris part à des cours dispensés en présentiel ou en ligne par des organismes externes et débouchant sur une certification professionnelle en matière de passation de marchés.

52 Membres du personnel ont suivi des stages de formation spécialisée ou y ont participé.

Réalisation de 200 études de marché, assistance au Département de l'appui aux missions pour les négociations commerciales et examen des lettres d'attribution et des dossiers du Comité des marchés du Siège concernant le Département et portant sur le déploiement, la relève et le rapatriement de soldats et de matériel appartenant aux contingents, ainsi que sur la fourniture d'hélicoptères et d'avions militaires et sur la prestation de services maritimes aux missions de maintien de la paix

Conduite des études préalables qui s'imposent pour ne pas perdre la maîtrise interne dans le cas de demandes de contrat exclusif du fait du caractère protégé des biens et services concernés, notamment conduite d'études de marché liées aux besoins des missions dans le domaine de l'informatique et des communications

Traitement de 250 demandes d'assurance de marchandises pour des cargaisons acheminées entre missions, dont établissement de rapports mensuels à l'intention du Service des assurances et des décaissements, ainsi que traitement de 6 déclarations de sinistre en concertation avec la Section des voyages et des transports et délivrance de 45 autorisations d'expédition et certificats de dédouanement de matériel appartenant aux Nations Unies acheminé entre les missions et New York

41 Demandes d'études de marché ont été traitées. Le nombre moins élevé que prévu d'études de marché s'explique par l'introduction de la nouvelle méthode de remboursement des sommes dues aux États Membres pour les mouvements stratégiques de passagers. Cette méthode se fonde sur le coût de l'utilisation du contrat de transport aérien à fuselage large qui est administré par la Division des achats. La demande de transport aérien à fuselage large a augmenté et la Division a collaboré avec le Département de l'appui aux missions afin de mettre au point une nouvelle modalité d'invitation à soumissionner, dont la portée a été élargie, impliquant ainsi des précautions et une charge de travail supplémentaires pour assurer une mise en concurrence internationale efficace et un meilleur rapport qualité-prix.

89 Lettres d'attribution et dossiers du Comité des marchés du Siège concernant le Département de l'appui aux missions et portant sur le déploiement, la relève et le rapatriement de soldats et de matériel appartenant aux contingents et sur la fourniture de moyens aériens militaires et de services maritimes aux missions de maintien de la paix ont été examinés.

Oui Des services ont été fournis sur le terrain en ce qui concerne la conduite des études préalables relatives aux contrats exclusifs.

194 Demandes d'assurance de marchandises et déclarations de sinistre ont été traitées.

56 Autorisations d'expédition et certificats de dédouanement ont été délivrés.

### e) Bureau de l'informatique et des communications

#### Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise en service des systèmes électroniques de gestion des carburants et des rations dans 2 opérations de maintien de la paix supplémentaires et fourniture d'un appui connexe	5	Systèmes électroniques de gestion des carburants (MINUSCA, BANUS et MINUJUSTH) et de gestion des rations (MINUSS et MINUSCA) ont été mis en service.
Fourniture d'un appui aux utilisateurs du système central de gestion des identités au Siège et sur le terrain	Oui	Un appui a été fourni aux utilisateurs.
Fourniture d'un appui aux utilisateurs, au Siège et sur le terrain, de la base de données des coordonnées des responsables	Oui	Un appui a été fourni aux utilisateurs.
Deuxième grande mise à niveau du progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents dans 3 opérations de maintien de la paix et ajout de la version mobile en vue d'éliminer le papier lors des inspections sur le terrain	5	Mises à niveau ont été effectuées à la MINUJUSTH, à l'UNFICYP, à la FINUL, à la MINUAD et à la MINUSCA.
Prestation de services d'assistance et d'appui à la production pour Inspira dans toutes les opérations de maintien de la paix, y compris l'amélioration des modules de gestion des aptitudes, de la performance et de la formation	Oui	Le Pôle d'assistance centralisée a fourni un appui pour 24 837 demandes d'assistance introduites dans Inspira.  L'équipe Inspira a effectué 224 mises à niveau dans plusieurs domaines, y compris le recrutement, la vérification des références, la gestion de la performance et la phase Umoja-Intégration.
Formation aux nouvelles fonctionnalités d'Inspira et aux changements apportés au système dispensée à des spécialistes des ressources humaines dans les opérations de maintien de la paix	Oui	L'équipe Inspira a dispensé une session de formation des formateurs à 104 membres du personnel des opérations de maintien de la paix, en collaboration avec le Bureau de la gestion des ressources humaines.
Harmonisation et gestion centralisée de la sécurité informatique du Secrétariat conformément aux résolutions de l'Assemblée générale	Oui	Harmonisation de la sécurité informatique grâce à : a) la publication de principes, de directives et de procédures techniques communs ; b) la notification des incidents selon une taxonomie commune ; et c) à l'utilisation accrue de la technologie commune. La gestion centralisée s'est faite notamment par : a) la coordination des interventions en cas d'incidents majeurs ; b) l'échange de renseignements et d'alertes sur la menace ; c) l'amélioration de l'harmonisation et de la coordination des évaluations de la sécurité informatique.

## E. Bureau des services de contrôle interne

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Rapports du BSCI expressément demandés par l'Assemblée générale	Non	Aucun rapport n'a été demandé expressément par l'Assemblée générale
Présentation d'un rapport annuel à l'Assemblée générale sur les résultats des contrôles effectués dans les opérations de maintien de la paix	1	Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne concernant les opérations de maintien de la paix pendant la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017 [A/72/330 (Part II)]

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 rapports d'audit établis par des auditeurs au Siège	7	Rapports ont été établis. Le nombre de rapports inférieur aux prévisions s'explique par : a) le fait que les audits à mener dans certaines missions soient complexes et exigent des consultations approfondies avec les principales parties prenantes ; et b) les postes vacants dans certaines missions, y compris le poste de D-1.
76 rapports d'audit établis par des auditeurs dans des missions de maintien de la paix	66	Rapports ont été établis. Le nombre de rapports inférieur aux prévisions s'explique par le fait que les audits à mener dans certaines missions soient complexes et exhaustifs, et exigent des consultations approfondies avec les principales parties prenantes et les fonctionnaires du Siège.
1 réunion des auditeurs résidents en chef pour la planification annuelle des travaux ; 1 conférence des auditeurs résidents à des fins de perfectionnement	Oui	1 réunion et 1 conférence ont été organisées.
5 rapports d'évaluation ou d'inspection portant sur les résultats au niveau des sous-programmes et sur les questions ou priorités stratégiques transversales	3	Rapports ont été établis. Il y avait aussi 3 évaluations en cours (1 achevée en juillet 2018 ; 2 achevées en octobre 2018). Le nombre de rapports établis a été inférieur aux prévisions en raison du temps nécessaire pour pourvoir les postes nouvellement approuvés à Entebbe.

350 études et analyses de signalements de fautes éventuelles, pour décision quant à l'instance à saisir et aux investigations à effectuer

40 cas de fraude et de corruption signalés

45 enquêtes portant sur des faits d'exploitation et de violences sexuelles terminées dans un délai de 6 mois

110 enquêtes terminées dans un délai de 12 mois

4 programmes de formation aux techniques d'enquête (normes d'enquête, conduite prohibée et exploitation et atteintes sexuelles) mis en place à l'attention des enquêteurs nationaux et de l'équipe d'intervention immédiate

468 Études et analyses de rapports ont été effectuées.

Le nombre d'études et d'analyses plus élevé que prévu s'explique par l'augmentation du nombre de dossiers reçus pour investigation.

52 Cas ont été traités.

Le nombre de cas supérieur aux prévisions s'explique par : a) les effets de la mise en œuvre du Dispositif de lutte contre la fraude et la corruption du Secrétariat faisant du BSCI le mécanisme chargé de centraliser la réception des éléments d'information pour ces rapports ; b) le fait que le BSCI soit considéré comme un partenaire de confiance dans le cadre des investigations pour fraude et corruption.

20 Enquêtes sur 68 portant sur des faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles ont été traitées dans un délai de 6 mois à partir de la date de réception.

Le nombre de rapports mensuels présentés au BSCI est passé d'environ 50 à 100 par mois. En parallèle, le volume de travail est passé d'une moyenne de 145 à 220 affaires, soit une augmentation de 55 % sur la période de 6 mois allant de janvier à juin 2018. Étant donné que la gestion de ces affaires est en grande partie liée à la rapidité avec laquelle les pays fournissant des contingents traitent de la question, il s'agit d'un échéancier indépendant de la volonté de la Division des investigations et du BSCI.

91 Enquêtes sur 123 ont été traitées dans un délai de 12 mois à partir de la date de réception.

Le nombre d'enquêtes inférieur aux prévisions s'explique par l'augmentation générale du volume de travail et par l'élargissement du mandat en ce qui concerne le harcèlement sexuel.

6 Programmes de formation aux enquêtes, dont 1 cours d'initiation, ont été organisés ; 3 formations au renseignement tiré du domaine public ont été dispensées ; et 2 cours de formation approfondie en matière d'enquête ont été organisés à l'intention des enquêteurs nationaux.

## F. Cabinet du Secrétaire général

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils pour la rédaction d'environ 125 rapports sur le maintien de la paix adressés par le Secrétaire général au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale	183	Études et analyses de rapports ont été effectuées.  Le nombre de rapports établis a été plus élevé que prévu en raison de la situation dans les opérations de maintien de la paix, notamment au Soudan, en Afrique de l'Ouest, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Sahel, au Liban, en République arabe syrienne et au Moyen-Orient, ainsi que de l'attention accrue portée aux questions thématiques telles que la consolidation de la paix, les femmes, la paix et la sécurité, le sort des enfants en temps de conflit armé, le terrorisme, le principe de responsabilité, la responsabilité de protéger et les violences sexuelles liées aux conflits. Les examens et les reconfigurations des missions ainsi que les périodes de transition ont également entraîné une augmentation de la charge de travail.
Conseils pour la rédaction d'environ 1 600 éléments de discussion, y compris la préparation de 12 exposés du Secrétaire général au Conseil de sécurité	Oui	Parmi les éléments de discussion figurent les voyages et l'engagement du Secrétaire général et de sa délégation ainsi que les voyages de la Vice-Secrétaire générale et son engagement dans le domaine des opérations de maintien de la paix, ainsi que les déclarations.
Conseils pour la rédaction de 150 lettres du Secrétaire général adressées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux, aux pays qui fournissent des contingents et à d'autres interlocuteurs sur des questions relatives au maintien de la paix	221	Cas ont nécessité la fourniture de conseils.  Le nombre a été plus élevé que prévu en raison de la situation dans les opérations de maintien de la paix, notamment au Soudan, en République démocratique du Congo, en Somalie, en Afrique de l'Ouest, au Sahel, en République centrafricaine, au Liban, en République arabe syrienne et au Moyen-Orient, ainsi que de l'attention accrue portée aux questions thématiques telles que la consolidation de la paix, les femmes, la paix et la sécurité, le sort des enfants en temps de conflit armé, le terrorisme et le principe de responsabilité. Il y a également eu une augmentation des échanges de lettres avec les principaux interlocuteurs sur les questions de

maintien de la paix (par exemple avec les organisations régionales et les pays fournisseurs de contingents). Les examens et les reconfigurations des missions ainsi que les périodes de transition ont aussi entraîné une augmentation de la charge de travail.

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Observations et conseils adressés dans un délai de 5 jours aux missions, au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions concernant les rapports sur les missions de maintien de la paix établis par le Secrétaire général	Oui	Les conseils sont généralement adressés au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions dans un délai de 5 jours ouvrables. En 2018, les délais étaient encore plus courts. Dans certains cas, il s'est avéré nécessaire de rallonger ce délai en raison de la complexité ou du caractère délicat de la question.
Communication, dans un délai de 5 jours, de conseils aux fins de l'établissement et de la révision ultérieure des rapports sur les questions de maintien de la paix à présenter au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres organes intergouvernementaux	Oui	En ce qui concerne les rapports à l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, des conseils ont été généralement communiqués dans un délai de 5 jours. Il s'est avéré nécessaire de rallonger ce délai dans des cas exceptionnels, en raison de la complexité ou le caractère délicat de la question.

---

## G. Administration de la justice

### a) Bureau de l'aide juridique au personnel

---

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de statistiques et d'autres informations actualisées concernant l'administration de la justice dans les opérations de maintien de la paix aux fins d'inclusion dans les rapports annuels sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies que le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale et dans les rapports d'activité du Bureau de l'administration de la justice	Oui	Des statistiques et autres informations actualisées ont été fournies.

---

**Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils sommaires pour 100 % des affaires reçues et de services de représentation pour 100 % des affaires concernant des membres du personnel des opérations de maintien de la paix considérées comme ayant des chances raisonnables d'aboutir	Oui	Des conseils juridiques ont été fournis pour l'ensemble des 221 affaires reçues qui pouvaient être réglées à l'amiable. Le Bureau de l'aide juridique au personnel a fourni une représentation dans 96 affaires.
Fourniture de conseils clairs visant à dissuader les plaignants d'utiliser à tort ou à l'excès le système judiciaire pour 100 % des affaires ayant peu de chance d'aboutir	Oui	Des conseils juridiques ont été fournis pour toutes les affaires.
Organisation d'activités de sensibilisation visant à optimiser le recours aux mécanismes de règlement des différends, par exemple, par la diffusion de documentation sur papier ou au format électronique	Oui	Le Bureau a organisé des sessions d'information et proposé des services de conseils juridiques au personnel de missions de maintien de la paix et a fourni des informations détaillées sur le nouveau site Web du Bureau de l'administration de la justice.

**b) Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies****Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation de services dans le cadre d'au moins 600 affaires de médiation, en faisant notamment appel à des ombudsmans et à des médiateurs intervenant sur demande	1 318	Affaires, soit 2,7 % de plus que la période précédente (1 283 cas), confirmant ainsi la tendance à la hausse des 6 dernières années  Le nombre d'affaires est supérieur aux prévisions du fait de la poursuite de la campagne de sensibilisation par le Bureau et d'une meilleure connaissance de la procédure non formelle de la part des membres du personnel et des responsables.
Analyse et suivi transversaux de 600 affaires, le but étant de déceler les facteurs de conflit et les problèmes structurels ayant contribué au différend et d'assurer un retour régulier d'informations, l'objectif étant d'améliorer le fonctionnement de l'entité concernée	1 318	Affaires ont été suivies et analysées.
Présentation à l'Assemblée générale d'un rapport annuel portant entre autres sur les problèmes d'ordre structurel	Oui	Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau (A/73/167)

Conduite de 11 visites périodiques et ponctuelles dans des missions de maintien de la paix pour assurer des services de médiation sur place et renforcer les compétences du personnel en matière de règlement des conflits au moyen d'actions de sensibilisation	13	Visites ont été organisées dans des missions de maintien de la paix (MINUSMA (Bamako et Mopti), MINUSCA (Bangui, Bouar, Bria et Kaga Bandoro), FINUL, FNUOD, MINURSO, MINUSTAH, MINUK et BSLB).
Conduite de 8 visites par l'ombudsman régional en poste à Goma pour fournir des services dans la zone d'opérations de la MONUSCO	8	Visites ont été effectuées dans la zone de la mission sur les sites suivants : Kigali, Kinshasa, Kananga, Butembo, Bukavu, Dungu, Kalemie et Beni.
Conduite de 8 visites par l'ombudsman régional en poste à Entebbe pour fournir des services dans la zone d'opérations de la MINUAD, de la MINUSS et de la FISNUA	10	Visites ont été organisées à la MINUSS (Djouba, Malakal et Yambio), à la MINUAD (Khartoum, El-Fasher, Nyala, Zalingei et Dac'in) et à la FISNUA (Abyei et Kadougli).
Exécution d'activités de sensibilisation et de renforcement des compétences dans le domaine du règlement des différends, par exemple tenue de téléconférences et de visioconférences via WebEx, mises à jour bimensuelles du site Web du Bureau, production et distribution de documents au format électronique et sur papier (2 000 brochures, 300 dépliants et 200 affiches) et organisation de 40 présentations et ateliers à l'intention du personnel et de la direction	Oui	440 activités de sensibilisation ont été organisées, notamment des réunions, des stages de formation, des ateliers et des séances d'information à l'intention de 4 000 membres du personnel et 170 hauts fonctionnaires, ainsi que des consultations avec des groupes partenaires internes et externes.

## H. Bureau de la déontologie

### Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Suite donnée à 100 demandes émanant du personnel des missions	148	Demandes relatives à la déontologie ont reçu une réponse.
Traitement de quelque 1 650 déclarations de situation financière ou déclarations d'intérêts présentées par le personnel exerçant des fonctions liées au maintien de la paix	1 375	Déclarations de situation financière ou déclarations d'intérêts ont été reçues et traitées. Le nombre de déclarations a été inférieur aux prévisions du fait de la fermeture et de la transition de la MINUL et de la MINUSTAH.
Organisation de 4 déplacements dans des zones de mission (MINUK, FISNUA, MINUSS et FINUL)	6	Visites ont été effectuées dans 6 missions de maintien de la paix (FINUL, FISNUA, MINUK, MINUSS, RSCE et BSLB).
Mise en place du projet annuel de dialogue en cascade dans les missions	1	Le dialogue en cascade de 2017 a été organisé et le guide du dialogue en cascade de 2018 a été élaboré.

## I. Bureau des affaires juridiques

### Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficiency des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation, en fonction des besoins et en continu, d'assistance juridique sous forme d'avis, de conseils, de défense, de communications et d'aide juridiques, à toutes les missions de maintien de la paix et au Siège, concernant ce qui suit :	Oui	Voir ci-dessous les observations concernant les divers produits
La dimension juridique des missions de maintien de la paix, notamment les questions liées aux mandats et à la gouvernance, ainsi qu'à l'applicabilité des règles et règlements de l'Organisation (70 produits)	151	Mémoires, pièces de correspondance, autres communications écrites ou verbales et textes et projets de textes juridiques y afférents ont été établis concernant le cadre réglementaire des opérations de maintien de la paix.  Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions, la demande de conseils ayant été plus forte que prévue.
Les accords institutionnels et opérationnels (par exemple, accords sur le statut des forces, accords sur le statut des missions et autres accords analogues, questions générales de droit international public, règles d'engagement et mesures de lutte contre la piraterie), y compris la négociation, l'interprétation et l'application des décisions finales prises avec les gouvernements et les organisations internationales à propos de ces accords (325 produits)	330	Décisions, mémoires, pièces de correspondance, autres communications écrites ou verbales et textes juridiques y afférents ont été établis concernant les accords institutionnels et opérationnels ayant trait aux opérations de maintien de la paix.
Les conseils et négociations concernant des arrangements logistiques et d'autres dispositifs d'appui (par exemple lettres d'attribution, mémoires d'accord, accords-cadres de coopération, dons ou accords similaires) arrêtés avec des gouvernements, d'autres organisations internationales et des entités des Nations Unies (50 produits)	73	Mémoires, pièces de correspondance, autres communications écrites ou verbales et textes et projets de textes juridiques y afférents ont été établis concernant les arrangements logistiques et autres dispositifs d'appui adoptés avec des gouvernements, d'autres organisations internationales et des entités des Nations Unies.  Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions, la demande de conseils ayant été plus forte que prévue.
La coopération avec les tribunaux pénaux internationaux ad hoc et autres juridictions à caractère international, au titre de celles de leurs activités qui découlent des opérations de maintien de la paix ou s'y rapportent, et l'appui à la constitution de commissions de vérité et d'autres commissions dans le cadre des opérations de maintien de la paix (95 produits)	107	Mémoires, pièces de correspondance et autres communications écrites ou verbales ont été échangés avec les tribunaux pénaux internationaux, à propos de leurs activités et de la fourniture d'un appui à la constitution de commissions de la vérité et d'autres commissions d'enquête dans le cadre des opérations de maintien de la paix.

Les enquêtes sur les allégations de violations généralisées et systématiques du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme (25 produits)

Les aspects commerciaux, notamment les contrats et les grands marchés de fournitures, de services logistiques, d'assurance, de déminage et opérations similaires, la liquidation des biens et les opérations d'affrètement pour les transports aériens et maritimes (595 produits)

Les avis concernant les réclamations nées de litiges en matière contractuelle ou immobilière et les demandes d'indemnisation en cas de dommage matériel, de dommage corporel ou de décès, y compris les demandes découlant d'accidents d'avion ou d'attaques menées contre les locaux ou le personnel de l'Organisation (90 produits)

Les questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation du Règlement financier et des règles de gestion financière, les opérations de trésorerie et les arrangements de garde et de services bancaires complexes touchant les opérations de maintien de la paix (15 produits)

Les arbitrages, le contentieux et les services consultatifs, avec représentation des intérêts de l'Organisation devant les instances arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires et administratives (2 produits)

La défense des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix devant les instances judiciaires, quasi judiciaires et administratives (65 produits)

23 Mémoires et autres communications écrites ou verbales ont été établis concernant des enquêtes sur des allégations de ce type de violations.

752 Projets de contrats, mémoires, avis en matière de négociations et autres communications avec les bureaux de l'Organisation et ses fournisseurs ont porté sur les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison d'une forte demande de services juridiques en rapport avec tous les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix.

101 Réclamations présentées par des opérations de maintien de la paix ont donné lieu à des analyses juridiques, des avis et des négociations en vue d'un règlement amiable.

17 Mémoires, documents connexes et avis ont été établis sur les questions financières.

2 Cas de représentation et d'assistance juridiques lors de procédures arbitrales, judiciaires ou administratives découlant des opérations de maintien de la paix de l'Organisation ou s'y rapportant ont été recensés.

161 Cas de défense des privilèges et immunités de l'Organisation et de ses opérations de maintien de la paix, y compris les pièces de correspondance juridiques et la représentation s'y rapportant, ont été recensés.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison de la demande accrue de services juridiques s'agissant du maintien ou, le cas échéant, de la levée des privilèges et immunités de l'ONU dans le cadre de demandes visant à soumettre des fonctionnaires et des documents de l'Organisation à des procédures judiciaires, quasi judiciaires et administratives relatives à des allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

Les avis ayant trait à l'application du principe de responsabilité, à la déontologie et à la discipline au sein du personnel de l'ONU et du personnel associé, y compris en ce qui concerne l'exploitation et les abus sexuels, ainsi que l'appui et les conseils y relatifs fournis aux équipes déontologie et discipline, les enquêtes internes et externes, et la coopération de l'Organisation, dans le cadre de ses privilèges et immunités, avec les autorités des États Membres (76 produits)

Les questions liées au personnel (interprétation et application du Statut et Règlement du personnel de l'Organisation, questions intéressant les droits et obligations des fonctionnaires, prestations et indemnités) (175 produits)

La représentation du Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies (20 produits)

Les avis concernant les questions et affaires qui relèvent du système d'administration de la justice (240 produits)

Les aspects juridiques de la sécurité, y compris l'application du Manuel de sécurité des Nations Unies (50 produits)

La participation aux travaux de comités permanents et autres comités, à des séances de formation et aux débats d'autres instances institutionnelles concernant les opérations de maintien de la paix, ainsi qu'à la formulation et à l'examen de politiques, de rapports, d'accords-cadres, d'orientations et de procédures opérationnelles (120 produits)

86 Mémoires et autres pièces de correspondance ont été consacrés aux questions de responsabilité.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison d'une forte demande de services juridiques concernant diverses questions liées à la responsabilité, aux enquêtes et aux mesures prises par l'Organisation pour lutter contre les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans les missions de maintien de la paix.

172 Mémoires, documents y relatifs et avis ont été consacrés à des questions intéressant le personnel.

21 Cas ont nécessité de représenter le Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies.

331 Avis ont été donnés concernant des questions et des affaires qui relèvent du système d'administration de la justice.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation de la demande d'avis liés à la réduction des effectifs ou à la fermeture de plusieurs missions.

93 Mémoires, documents y relatifs et avis ont été rédigés.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation de la demande de services liés au Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

161 Cas de participation aux travaux de comités permanents concernant le maintien de la paix, y compris le Comité des marchés du Siège, le Comité central de contrôle du matériel et le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation, de fourniture de conseils juridiques connexes aux commissions d'enquête et d'examen des politiques, des rapports et des procédures ont été recensés.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison d'une forte demande de services juridiques en rapport avec tous les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix.

Les avis concernant les aspects juridiques des technologies innovantes utilisées dans les activités des opérations de maintien de la paix, y compris celles qui contribuent à une perception correcte de la situation et à la surveillance (20 produits)

31 Mémoires, documents y relatifs et avis ont été rédigés.

Les conseils concernant la création de commissions d'enquête et de groupes d'experts chargés d'examiner les questions liées aux opérations de maintien de la paix, la fourniture d'une assistance technique et juridique à ces commissions et groupes et le suivi de leurs résultats (50 produits)

53 Mémoires, documents y relatifs et avis ont été rédigés.

## J. Département de l'information

### Réalisation escomptée 3.1 : Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils et d'un appui stratégiques à 13 opérations de maintien de la paix et au BANUS, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions	Oui	Toutes les opérations de maintien de la paix ont reçu des conseils et un appui.
Déplacements dans les zones de mission de 3 opérations de maintien de la paix pour fournir sur place des conseils et un appui en matière de communication	1	Visite d'appui à la composante information de la MINUL a été menée. Le nombre de visites a été inférieur aux prévisions car le montant approuvé au titre des voyages a été moins élevé que prévu.
Organisation et facilitation, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, d'un séminaire de formation spécialisée d'une semaine pour 30 agents chargés, dans les missions et au Siège, de l'information concernant le maintien de la paix	Oui	Un atelier a été organisé à l'intention des chefs de l'information afin de leur fournir des orientations et des formations sur les questions de communication stratégique, notamment les pratiques optimales en matière de transition des missions et de communications ; les stratégies de communication sur l'initiative Action pour le maintien de la paix ; le genre dans les opérations de paix ; l'amélioration de la diffusion d'informations et des campagnes sur les opérations de maintien de la paix, en mettant notamment l'accent sur les résultats obtenus par les opérations de paix ; la planification, l'évaluation et la mesure des résultats de ces campagnes ; les communications numériques, notamment les messages des dirigeants sur les médias sociaux ; la stratégie d'image ; les priorités dans le cadre de la réforme de l'ONU et en matière de communications. Le Département a mené conjointement un exercice de

	simulation d'une journée sur les risques pour la réputation afin de développer et d'évaluer les moyens dont les participants communiquent lorsqu'il s'agit de faire face à différents types de risques pour la réputation de l'ONU.
Hébergement, gestion et actualisation d'environ 200 pages Web sur le site des opérations de maintien de la paix en langue anglaise, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix	Oui Le Département de l'information a géré et actualisé environ 200 pages Web. Une version remaniée du site Web, contenant des informations consolidées sur environ 100 pages, est désormais opérationnelle.
Coordination et maintenance du site Web consacré au maintien de la paix dans les 5 autres langues officielles de l'Organisation	Oui Le Département a coordonné la mise à jour quotidienne du site Web consacré au maintien de la paix dans les 6 langues officielles de l'Organisation.
Prise en charge, pour le compte des missions et avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, de la coordination du système de gestion des contenus mis en place à la Base de soutien logistique des Nations Unies, pour garantir la cohérence de la présentation et du contenu des sites Web des missions et limiter autant que possible les coûts d'administration incombant à ces dernières	Oui Le Département a coordonné les sites Web des missions de maintien de la paix en procédant à des évaluations et en fournissant des orientations et un appui.
Organisation d'une campagne d'information sur les activités des missions auprès de 40 pays fournissant des contingents ou du personnel de police grâce à des communiqués de presse, photos et articles adressés aux principaux médias, aux pouvoirs publics et aux représentations permanentes des pays concernés, et par l'intermédiaire du réseau des centres et services d'information des Nations Unies pour ce qui est des questions touchant la participation de tel ou tel pays à une opération de maintien de la paix	Oui Le Département a organisé une campagne d'information spéciale sur les activités des missions auprès de 55 pays fournissant des contingents ou du personnel de police, adressant des communiqués de presse, photos, messages publiés sur les médias sociaux et articles aux principaux médias, aux pouvoirs publics et aux représentations permanentes des pays concernés, et s'appuyant sur le réseau des centres et services d'information des Nations Unies pour ce qui est des questions touchant la participation de tel ou tel pays à une opération de maintien de la paix. La campagne Service et sacrifice, qui a ciblé 29 pays fournisseurs de contingents et de forces de police, a également été lancée.
Production chaque mois de 25 reportages de qualité sur des thèmes intéressant le maintien de la paix et diffusion par UNifeed par son site Web et le fil vidéo mondial de l'agence Associated Press Television News	Oui 30 reportages de bonne qualité ont été produits en moyenne chaque mois sur des questions intéressant le maintien de la paix et diffusés par UNifeed au moyen de son site Web et du fil vidéo mondial de l'agence Associated Press Television News, qui couvre un réseau de plus de 1 000 antennes de transmission (plus de 560 diffuseurs) dans le monde, et par l'intermédiaire de l'agence Reuters et la chaîne Eurovision.

Transfert et hébergement sur la télévision en ligne des Nations Unies (UN Web TV) et sur la chaîne YouTube de l'ONU de 8 vidéos par an sur des questions intéressant le maintien de la paix

Production de 5 reportages de fond sur des thèmes relatifs au maintien de la paix pour la série *L'ONU en action*, et distribution à des organes de presse audiovisuelle du monde entier

Production de 2 articles de fond sur des questions intéressant le maintien de la paix pour le magazine mensuel du Département

Production de vidéos destinées non pas à la presse audiovisuelle mais, par exemple, au Conseil de sécurité ou à des pays susceptibles de fournir des contingents, en fonction des besoins

8 Vidéos sur des questions intéressant le maintien de la paix diffusées, en direct et en différé, sur la télévision en ligne des Nations Unies et sur la chaîne YouTube de l'ONU

5 Reportages de fond sur des questions de paix et de sécurité pour la série *L'ONU en action* ont été distribués à des organes de presse audiovisuelle du monde entier.

2 Articles de fond ont été rédigés pour le magazine mensuel d'actualités.

Oui 20 vidéos mettant en avant les travaux des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont été produites, distribuées aux organes nationaux de presse audiovisuelle et diffusées sur les comptes de l'ONU sur les médias sociaux

Un film de réalité de synthèse sur la MONUSCO, qui est la plus importante des missions de maintien de la paix, a été diffusé par le magazine *Time* pour mettre en avant les travaux des contingents déployés en République démocratique du Congo et les sacrifices qu'ils consentent.

## K. Département de la sûreté et de la sécurité

### Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 20 visites dans 14 missions, ainsi qu'à la Base de soutien logistique des Nations Unies et au Centre de services régional, afin d'examiner les dispositions prises en matière de gestion de la sécurité, d'évaluer l'état de préparation aux crises et de formuler des recommandations y relatives ; organisation, en marge de ces visites, de réunions d'information à l'intention des équipes de coordination du dispositif de sécurité présentes sur place, portant sur la gestion du dispositif de sécurité, les principes régissant le système de gestion de la sécurité et les nouveaux problèmes ou risques liés à la sécurité	20	Visites ont été effectuées dans 11 missions, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et au Centre de services régional.  Le nombre de visites a été plus faible que prévu en raison de la non-délivrance des visas requis pour la visite auprès de la FISNUA, et du classement par ordre de priorité des missions nécessitant d'autres examens stratégiques ou un passage en revue de leurs effectifs.

Examen continu du dispositif de gestion des risques de sécurité dans 14 missions, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et au Centre de services régional ; conseils et orientations à l'intention des hauts responsables des missions sur les mesures de gestion des risques de sécurité facilitant l'exécution des mandats

Formation à la gestion de la sécurité : tenue d'un stage expressément conçu à l'intention des nouveaux chefs de mission ; formation ciblée aux questions de sécurité, dispensée lors de visites sur le terrain, fondée sur l'analyse des lacunes ; organisation d'un atelier annuel à l'intention de 20 responsables de la sécurité dans les missions, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et au Centre de services régional

261 contributions au rapport sur la sécurité établi chaque jour par le DSS à l'intention des interlocuteurs compétents pour les questions de sécurité relevant du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, et élaboration de rapports réguliers sur les principales atteintes à la sécurité enregistrées dans 14 missions, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et au Centre de services régional

Réalisation de 5 évaluations stratégiques des risques ou rapports sur la question faisant suite à des visites aux fins de liaison auprès de 5 opérations de maintien de la paix

Coordination, contrôle et intensification de l'application d'instructions permanentes d'ordre technique concernant la collecte, la compilation et l'analyse de renseignements sur la sécurité à l'appui des missions

Examen et mise à jour de 7 modules de formation et de 29 stages portant sur l'analyse des informations concernant les menaces pesant sur la sécurité, et définition de pratiques exemplaires pour toutes les missions

Oui Le Département a examiné 91 procédures de gestion des risques de sécurité, 93 classements en zones à risques, 62 plans de sécurité, 13 normes de sécurité applicables au domicile, ainsi que les budgets alloués à la sécurité de toutes les opérations de maintien de la paix.

9 Sessions de formations expressément conçues à l'intention des nouveaux chefs de mission et fonctionnaires désignés/suppléants désignés ont été organisées.

1 Atelier annuel à l'intention de 18 responsables de la sécurité a été organisé.

312 Rapports quotidiens sur la sécurité et rapports sur les principales atteintes à la sécurité ont été établis par la Section de l'appui aux opérations de maintien de la paix pour informer les responsables du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.

3 Visites de liaison et d'information stratégiques concernant les menaces contre la sécurité ont été effectuées.

Le nombre de visites a été plus faible que prévu, celles auprès de la MONUSCO et de la FNUOD ayant été annulées en raison de problèmes de visa.

Oui Les résultats des 3 visites de liaison et d'information stratégiques concernant les menaces contre la sécurité et les recommandations formulées ont été transmis aux coordonnateurs pour les questions de sécurité du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions.

7 Modules de formation dont le contenu a été examiné et actualisé.

29 Stages dont le contenu a été examiné et actualisé.

Les pratiques exemplaires et enseignements les plus récents ont été pris en compte dans le contenu des modules de formation et des stages. En outre, le contenu des modules et des stages, ainsi que le cahier d'exercices et le manuel portant sur les analyses de sécurité ont été mis à jour pour tenir compte des

Organisation de 2 cours sur les principes et techniques de l'analyse des informations concernant la sécurité à l'intention de 40 analystes spécialisés, dans le but d'améliorer l'analyse, les méthodes d'appréciation de la situation et l'établissement de rapports concernant les missions de maintien de la paix

Formation du personnel, des agents de sécurité, des gardes et des formateurs aux politiques et procédures relatives à la sûreté et à la sécurité, notamment en ce qui concerne la politique en matière d'emploi de la force et les tactiques nécessitant l'utilisation de la force, le recours à des mesures tactiques létales ou non, le comportement à adopter en cas d'attaque par un tireur fou, la conduite défensive et les manœuvres d'évitement, la sécurité incendie, l'usage de matériel de protection contre les matières dangereuses, les mesures de prévention et les procédures d'évacuation, les gestes de premier secours, la réanimation cardio-respiratoire, l'utilisation d'un défibrillateur automatisé externe et de troussees médicales d'urgence (environ 150 fonctionnaires dans 5 missions de maintien de la paix) ; la formation de base à la sécurité, y compris la sécurité physique, la sécurisation des accès, les procédures de filtrage et les techniques de contre-surveillance (quelque 150 fonctionnaires dans 3 opérations de maintien de la paix)

Évaluation, certification et renouvellement de la certification des compétences des instructeurs en matière d'emploi de tactiques létales et non létales, à l'intention des responsables de la formation sur les armes à feu et des formateurs des instructeurs dans les missions de maintien de la paix

Établissement de 5 rapports d'évaluation portant sur les groupes chargés de la formation en matière de sécurité ainsi que les installations et le matériel de formation à la sécurité dans 5 missions de maintien de la paix, et fourniture d'une assistance dans ce domaine

changements intervenus dans la politique du Département.

2 Cours sur les principes et techniques de l'analyse des informations sur la sécurité ont été dispensés.

33 Analystes des informations sur la sécurité ont été formés.

Le nombre d'analystes formés a été plus faible que prévu, certains membres du personnel des missions ayant dû annuler leur participation pour des raisons tenant à des besoins opérationnels, au financement ou à des problèmes de visa.

7 Opérations de maintien de la paix

171 Agents ont été formés.

Oui Les compétences de 13 responsables de la formation sur les armes à feu, de 2 instructeurs du maniement des armes à feu et de 5 instructeurs des moyens défensifs de base ont été certifiées.

3 Rapports d'évaluation concernant 3 missions de maintien de la paix

Le nombre de rapports a été plus faible que prévu en raison d'une réaffectation des ressources qui doit permettre au Département de dispenser la formation requise au personnel chargé de la sécurité dans les missions.

Prestation de services d'évaluation des besoins et tenue d'ateliers sur la gestion du stress à l'intention du personnel de 8 missions de maintien de la paix, et déploiement de spécialistes du soutien antistress dans 4 missions de maintien de la paix

Formation et certification de 10 conseillers en poste dans des opérations de maintien de la paix dans le domaine des techniques de prévention et de gestion du stress traumatique ; organisation de 3 ateliers d'entraide à l'intention de 30 fonctionnaires de 3 missions de maintien de la paix

Établissement de directives d'ordre technique à l'intention de 10 conseillers principaux en poste dans des missions de maintien de la paix, prestation d'un appui technique à des responsables du Siège et collaboration et coordination avec ces derniers concernant les aspects psychosociaux des crises, prestation de services de soutien et de suivi psychologiques à tous les personnels en ayant besoin et formulation de recommandations en vue de leur prise en charge

Élaboration d'éléments de texte aux fins de l'établissement du rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement du Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

6 Missions d'évaluation des besoins et d'appui opérationnel ont été menées dans 6 opérations de maintien de la paix.

Le nombre est inférieur aux prévisions, la mission prévue auprès de la MINUAD ayant été annulée en raison de la non délivrance des visas et la mission prévue auprès de la MINURSO ayant été reportée en raison de circonstances opérationnelles.

4 Conseillers en gestion du stress ont été déployés dans 4 missions de maintien de la paix.

8 Conseillers en poste dans des opérations de maintien de la paix ont été formés et certifiés dans le domaine des techniques de prévention et de gestion du stress traumatique. 2 conseillers n'ont pas pu suivre la formation en raison des impératifs de la mission.

3 Ateliers d'entraide ont été organisés dans 3 missions de maintien de la paix

72 Fonctionnaires ont été formés à l'entraide.

Le nombre de fonctionnaires formés a été plus élevé que prévu pour améliorer l'accès aux services d'appui sociopsychologique à la MINUSCA, du fait de la situation qui prévaut sur le terrain.

10 Conseillers principaux ont reçu des directives et des conseils d'ordre technique.

Oui Des prestations d'appui technique et de conseil en matière de bien-être psychosocial ont été fournies, lors de séances d'information organisées à New York, aux hauts responsables et aux officiers traitants du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en poste au Siège, en particulier durant les crises en République centrafricaine, au Mali et en République démocratique du Congo ; aux spécialistes des ressources humaines chargés du recrutement du personnel du BANUS ; aux nouveaux chefs et directeurs d'appui aux missions.

Oui L'état d'avancement du projet a été présenté dans le rapport annuel du Secrétaire général sur la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et la protection du personnel des Nations Unies (A/72/490).

Organisation d'une réunion d'information à l'intention des États Membres en vue de présenter les progrès réalisés dans l'exécution du Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	Oui	Une réunion d'information a été organisée à l'intention des membres du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.
Élaboration et mise en œuvre de la stratégie d'intégration de toutes les ressources du Secrétariat en matière de sécurité, sous l'autorité du Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité et en consultation avec les parties concernées	Oui	Le projet a été entièrement exécuté.
Tenue de 6 réunions d'information en visioconférence avec les opérations de maintien de la paix afin de passer en revue les dernières informations relatives aux étapes finales du projet	Oui	L'équipe du projet a fourni des informations relatives à l'intégration au personnel de sécurité des missions de maintien de la paix à chacune des 5 réunions générales ou visioconférences tenues durant la période considérée, ainsi que de vive voix dans le cadre des ateliers régionaux et de l'atelier mondial sur la sécurité.
Organisation d'une réunion du groupe directeur, au niveau des hauts responsables, du Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, et de 2 réunions du groupe de travail au niveau des directeurs, avec, dans les deux cas, l'ensemble des parties prenantes du projet d'intégration	Oui	Les réunions du groupe de travail et du groupe directeur, auxquelles les parties prenantes étaient toutes représentées, ont eu lieu respectivement le 6 septembre 2017 et le 9 février 2018. Compte tenu des progrès réalisés sur toutes les questions relatives au projet, il n'a pas été nécessaire d'organiser une autre réunion du groupe de travail durant la période considérée.

## L. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de services fonctionnels pour les réunions : conseils techniques et appui fonctionnel à quelque 130 réunions du Comité consultatif	120	Réunions Le nombre de réunions légèrement inférieur aux prévisions s'explique par la tenue de réunions conjointes sur un certain nombre de sujets relatifs au maintien de la paix.
Documents de conférence : établissement d'environ 45 rapports	32	Rapports Le nombre de rapports est plus faible que prévu en raison du regroupement des questions relatives au maintien de la paix.

Calendrier des réunions : calendrier bien organisé et suffisamment souple pour permettre l'examen des résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et la présentation ponctuelle de rapports

Oui Les réunions ont eu lieu selon un calendrier suffisamment souple pour permettre l'examen de tous les rapports dont le Comité consultatif était saisi.

## M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

**Réalisation escomptée 1.1** : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 rapports de pays et rapports thématiques régulièrement adressés par le Secrétaire général au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, portant notamment sur la protection des civils et les mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, contiennent des éléments émanant du Haut-Commissariat aux droits de l'homme ainsi que des informations et recommandations touchant aux droits de l'homme.	12	Rapports périodiques relatifs à des pays présentés au Conseil de sécurité par le Secrétaire général étaient accompagnés de recommandations relatives à l'amélioration de la situation des droits de l'homme au Mali (3), en République centrafricaine (3) et en République démocratique du Congo (3) ; le renforcement du partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine sur les questions de paix et de sécurité en Afrique, et notamment sur les activités du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine ; la protection des civils en période de conflit armé ; le rapport à l'Assemblée générale sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles.
Présentation, à l'intention des organes intergouvernementaux des Nations Unies, des États Membres, des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et des organisations régionales, de 18 exposés sur l'évolution de la situation des droits de l'homme et les activités y relatives dans les opérations de maintien de la paix, notamment sur la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme en cas d'appui de l'ONU à des forces non onusiennes	18	Exposés sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, le respect des droits de l'homme par le Groupe de cinq pays du Sahel, les composantes droits de l'homme de la MINUSMA, de la MINUJUSTH et de la MINUSCA, les fonctions de protection, la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits, la protection des civils et la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme ont été présentés aux organes intergouvernementaux, aux États Membres, aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et aux organisations régionales.

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité
 

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réalisation d'une évaluation d'ordre stratégique ou technique visant à recenser les besoins relatifs à l'exécution du mandat en matière de droits de l'homme d'une mission de maintien de la paix nouvellement créée	Non	Aucune évaluation d'ordre stratégique ou technique concernant une mission de maintien de la paix nouvellement créée n'a été réalisée durant la période considérée.
Envoi d'une mission d'inspection préalable au déploiement d'une nouvelle opération en vue d'installer la composante droits de l'homme, de contribuer à la planification de la nouvelle mission, d'aider les équipes de direction à définir les priorités en matière de droits de l'homme, ou déploiement ponctuel de personnel de renfort chargé d'aider les composantes droits de l'homme en situation de crise	Oui	Des renforts ont été déployés pour aider la composante droits de l'homme de la MINUSCA à suivre la situation des droits de l'homme en République centrafricaine et à en rendre compte.
Établissement et validation d'un modèle pour la mise en place d'une capacité opérationnelle minimale en matière de droits de l'homme dans les nouvelles opérations de maintien de la paix et sélection de profils de spécialistes en vue d'un déploiement	Non	Le personnel affecté à ces fonctions n'a pas été maintenu durant l'exercice 2017/18.

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix
 

---

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation de conseils stratégiques et techniques sur l'inclusion d'une analyse de la situation des droits de l'homme et des priorités en la matière dans 4 documents de planification de mission, notamment les concepts de mission, les analyses de conflit, les cadres stratégiques, l'examen des besoins en personnel et le budget des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	Oui	Des conseils stratégiques et techniques ont été donnés sur l'inclusion d'une analyse de la situation des droits de l'homme et des priorités en la matière dans 4 documents de planification de mission, à savoir une analyse de conflit concernant la République centrafricaine, un plan opérationnel destiné à la composante droits de l'homme de la MINUSCA et un examen des effectifs de la mission, et une évaluation conjointe de l'AMISOM par l'Union africaine et l'ONU.
Examen, sur le plan technique, et approbation de 8 rapports émanant de composantes droits de l'homme avant leur présentation aux autorités nationales et leur publication ultérieure	4	Rapports publics émanant de composantes droits de l'homme (MINUSS (2), MINUAD et MINUSMA)
Prestation mensuelle de conseils aux composantes droits de l'homme des opérations de maintien de la paix sur l'intégration des droits de l'homme, compte tenu de l'évolution de la situation dans la	Oui	Des conseils hebdomadaires et mensuels ont été fournis aux composantes droits de l'homme de la MINUSCA, de la MINUSMA, de la MINUL, de la MONUSCO, de la MINUSTAH/MINUJUSTH, de la MINUSS

zone des missions concernées et dans le cadre de l'appui apporté aux autorités nationales

Envoi de 7 missions d'évaluation stratégique et technique ou d'appui opérationnel auprès des opérations de maintien de la paix dans le cadre de la planification, avec pour objectif de fournir des conseils sur l'intégration de la problématique des droits de l'homme dans les opérations de maintien de la paix, afin notamment que soit poursuivie la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme

Consultations trimestrielles sur les faits nouveaux ayant une incidence sur l'intégration des droits de l'homme dans le contexte des opérations de maintien de la paix, en vue d'établir des priorités stratégiques et de faciliter les activités de planification menées par les composantes droits de l'homme

Appui mensuel aux composantes droits de l'homme des opérations de maintien de la paix afin de faciliter l'évaluation des risques, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme ; élaboration de 2 directives générales concernant la mise en œuvre de cette politique

Prestation mensuelle de conseils à l'Union africaine et au Bureau des Nations Unies auprès de cette organisation concernant la prise en compte de la problématique des droits de l'homme et de l'analyse relative à la protection lors de la planification, du déploiement et des opérations de police militaire des opérations de maintien de la paix régionales ou conjointes

Fourniture de conseils spécialisés et d'orientations dans 2 opérations de maintien de la paix concernant le contrôle et l'investigation dans le cadre d'affaires d'exploitation et d'atteintes sexuelles commises par des forces non onusiennes ; rédaction et diffusion d'une note d'orientation relative au contrôle et au signalement des faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles commises par les forces non onusiennes agissant en vertu d'un mandat du Conseil de sécurité, ainsi qu'aux enquêtes menées sur ces affaires

et de la MINUAD.

7 Visites d'appui opérationnel ont été effectuées en vue de consolider la stratégie de surveillance des droits de l'homme et d'y adapter les effectifs et les structures, l'objectif étant d'améliorer l'exécution des mandats et de renforcer la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme et l'intégration des droits de l'homme (MONUSCO, MINUSS, MINUSMA, MINUSCA et MINUJUSTH).

Oui Des consultations trimestrielles ont été tenues entre Genève, New York et les missions de maintien de la paix sur les priorités stratégiques et les activités de planification pour favoriser les droits de l'homme dans le contexte des opérations de maintien de la paix, notamment la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme et l'appui au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et les opérations de paix de l'Union africaine.

Oui Un appui a été régulièrement fourni aux composantes droits de l'homme de la MONUSCO, de la MINUSCA et de la MINUJUSTH.

Oui Une prestation mensuelle de conseils a été fournie à l'Union africaine et au Bureau des Nations Unies auprès de cette organisation concernant les mesures et les mécanismes de prévention des violations des droits de l'homme dans les opérations de paix de l'Union africaine (sélection, formation, respect des dispositions, obligation de rendre compte, contrôle et signalement, et protection).

Oui La MINUSCA et la MINUSS ont reçu régulièrement une aide et des conseils concernant le contrôle et le signalement des cas présumés d'exploitation et d'atteintes sexuelles commises par des forces non onusiennes, les enquêtes ouvertes à leur sujet et la protection des victimes ; 2 supports d'orientation indiquant comment traiter les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles et utiliser la base de données relatives aux droits de l'homme du Haut-Commissariat pour enregistrer des cas

<p>Organisation de 2 cours sur les droits de l'homme dans le cadre de la formation dispensée par le Département des opérations de maintien de la paix aux agents en tenue avant leur déploiement ; 2 cours spécialisés sur les droits de l'homme sont dispensés au personnel de maintien de la paix en tenue au niveau de la mission et au niveau régional ; 1 cours est dispensé aux membres du personnel de la Force de police permanente</p>	<p>présumés de tels actes commis par des forces non onusiennes ont été élaborés, publiés et diffusés.</p>
<p>2 visites d'appui technique sont menées afin d'aider les opérations de maintien de la paix dans l'élaboration de directives opérationnelles en matière de droits de l'homme à l'intention du personnel en tenue</p>	<p>Oui Des cours sur les droits de l'homme ont été dispensés dans le cadre de 3 sessions de formation préalable au déploiement organisées à l'intention des officiers supérieurs, des hauts gradés de la police et des hauts responsables civils, ainsi que d'une (1) session de formation à l'intention des formateurs militaires intervenant avant le déploiement d'une mission de maintien de la paix. 5 sessions de formation aux droits de l'homme ont été organisées à l'intention du personnel en tenue des missions. Le cours qui devait être dispensé aux membres de la Force de police permanente a été fixé à une date ultérieure dans l'attente de la prochaine rotation.</p> <p>Oui Une aide a été fournie en matière de directives opérationnelles. 1 visite d'appui technique a été conduite à Entebbe afin d'aider le Département des opérations de maintien de la paix et les missions à élaborer un manuel opérationnel traitant de la violence sexuelle liée aux conflits et 1 autre visite a été effectuée auprès de la Force de police permanente en vue de l'élaboration de supports destinés aux commandants de la police des Nations Unies. De nombreux conseils concernant les directives opérationnelles relatives aux procédures de détention ont été transmis par télécommunication à la MINUSS et à la MINUSCA.</p>
<p>Fourniture systématique et cohérente de réponses à 50 demandes émanant d'entités des Nations Unies afin de les aider à recueillir et évaluer les informations aux fins de la vérification des antécédents de respect des droits de l'homme des candidats à des postes de direction dans les opérations de maintien de la paix</p>	<p>Non Le personnel affecté à ces fonctions n'a pas été maintenu durant l'exercice 2017/18.</p>
<p>Organisation, à l'intention de 40 membres du personnel des Nations Unies au Siège et à Genève, de réunions d'information sur la politique de vérification des antécédents en matière de respect des droits de l'homme et les modalités de vérification des antécédents des éventuels membres du personnel de maintien de la paix ; élaboration de documents d'information et de méthode à cette fin</p>	<p>Non Le personnel affecté à ces fonctions n'a pas été maintenu durant l'exercice 2017/18.</p>